INSTITUT DES SCIENCES POLITIQUES
UNIVERSITÉ SAINT-JOSEPH

RECUEIL DES MEILLEURS MÉMOIRES

De l'Institut des Sciences Politiques

RMM/ISP

Volume N° : 2
2013

Volume N° : 2 - 2013
RECUEIL DES MEILLEURS MÉMOIRES
RMM/ISP - USJ

© Tous droits réservés
Institut des Sciences Politiques
Université Saint-Joseph
Campus des Sciences Sociales
Beyrouth, Rue Huvelin
Adresse électronique : **isp@usj.edu.lb**
Téléphone : **01421000 extension 4443**
http://**www.sciences-po.usj.edu.lb/**

Le RMM est édité par **Rita Chemaly**
Adresse électronique : **rita.chemaly@usj.edu.lb**

ISBN 978-9953-0-2718-0

Achevé d'imprimer en Juin 2013

RECUEIL DES MEILLEURS MÉMOIRES

De l'Institut des Sciences Politiques

RMM/ISP

UNIVERSITÉ SAINT-JOSEPH

Volume N° : 2

2013

© Tous droits réservés
Institut des Sciences Politiques
Université Saint-Joseph
Campus des Sciences Sociales
Beyrouth, Rue Huvelin
Adresse électronique : **isp@usj.edu.lb**
Téléphone : **01421000 extension 4443**
http://**www.sciences-po.usj.edu.lb/**

Le RMM est édité par **Rita Chemaly**
Adresse électronique : **rita.chemaly@usj.edu.lb**

ISBN 978-9953-0-2718-0

Achevé d'imprimer en Juin 2013

La collection des RMM est une initiative de l'Institut des Sciences Politiques de l'Université Saint-Joseph.

Dans la même collection :

- Le patrimoine mondial: La conciliation du mondial et du national est-elle possible?
  Par Hala SOUBRA ITANI

- La politique étrangère de l'Arménie : le choix du possible ?
  Par Elisa ASLANIAN

- L'évolution des relations euro-iraniennes depuis le chah d'Iran jusqu'à nos jours (1945-2009) : la diplomatie européenne à l'égard du nucléaire iranien.
  Par Marine MOUNIR FARAG

- « Nehna el-mouqâwama el-lubnâniya » : retour aux origines de la résistance chez les Forces Libanaises. Analyse des champs sémantiques de la notion de « résistance » dans le discours de Bachir Gemayel.
  Par Théodore CAPONIS

- La controverse légitimité/légalité : étude théorique de la crise gouvernementale de 2006 au Liban.
  Par Wissam EL-LAHHAM

- L'adhésion du Liban à l'OMC: Un défi de la mondialisation et moteur de réforme.
  Par Hala ATTIEH

- Le Cinéma d'après guerre au Liban (1990-2005) : Une approche politique.
  Par Soha MENASSA

- Le Liban à la recherche d'une stratégie de défense nationale.
  Par Reem KAEDBEY

Table des matières

Préface: Un nouvel apport à la sociologie politique du Liban
Par Georges CORM ***p.7***

Démographes sans démographie. Construire la sociologie d'une communauté scientifique : le cas des démographes libanais.
Par Ward VLOEBERGHS ***p.9***

La démographie, sujet à sensibilité politique notoire au Liban, forme l'objet d'étude de cette recherche. En se demandant comment les démographes parviennent à travailler en l'absence de recensement, l'auteur analyse les pratiques d'une communauté scientifique en adoptant une perspective latourienne et ethnométhodologique. En suivant de près la genèse d'une enquête nationale récente, l'auteur s'interroge aussi, sur la capacité des professionnels des sciences du nombre et de la population au Liban, à contribuer à la formulation des politiques publiques.

Les technologies de la communication et la modernité du système politique libanais : Étude de cas centrée sur les NTIC, et l'utilisation des Réseaux sociaux.
Par Rita CHEMALY ***p.59***

Les technologies de la communication et la modernité du système politique libanais forment l'objet d'étude de cette recherche. L'objectif consiste à comprendre un processus de communication et de mobilisation pour des causes politiques et sociales via les médiums que sont les nouveaux médias électroniques. L'auteure aborde à l'aide d'un corpus théorique les divers paradigmes liés aux effets des médias, sur la société d'une part et sur eux-mêmes de l'autre. Ensuite, la mobilisation en ligne est reconstituée et ses limites explorées: la lutte pour la visibilité, l'enjeu de l'image et de la réputation, la multiplicité des messages, la fracture numérique etc. Enfin en dressant le portrait des audiences des médias traditionnels et des NTIC, l'auteure s'interroge sur la contribution que peuvent avoir des médias polarisés sur la formulation de politiques publiques dans un système démocratique.

Le chéhabisme ou les limites d'une expérience de modernisation politique au Liban.
Par Marwan HARB ***p.103***

Cet article analyse une expérience unique et particulière de modernisation politique qu'a connue le Liban. Entamée par le Président Fouad Chéhab, cette expérience se transforma en praxis politique et donna naissance au chéhabisme. L'essence du chéhabisme se trouve dans la volonté d'organiser et de mobiliser l'appareil d'Etat autour d'un développement économique conçu comme le premier corollaire de la justice sociale et d'une conscience nationale. En effet, la construction d'un Etat central fort qui exerce un pouvoir hiérarchique régulateur se présente comme une étape nécessaire dans la construction d'un Etat capable de produire de la modernité. Cet article vise à éclairer les limites de cette expérience en analysant la nature hiératique du système politique libanais et les multiples enjeux de toute épreuve de réforme au Liban.

Catalogue des Mémoires soutenus à l'Institut des Sciences Politiques ***p.143***

Préface

Un nouvel apport à la sociologie politique du Liban

Il m'est particulièrement agréable de préfacer ce second volume du « Recueil des meilleurs mémoires » édité par l'Institut de Sciences Politiques de l'Université Saint-Joseph. Le premier volume avait synthétisé les travaux de quatre étudiants portant sur le patrimoine mondial et la problématique de conciliation entre le national et le mondial ; la politique étrangère de l'Arménie dans la problématique du choix du possible ; l'évolution des relations euro-iraniennes de 1945 à 2009 dans le contexte du développement des capacités du nucléaire ; enfin l'étude du champ sémantique de la notion de « résistance » dans le discours de Bachir Gemayel. Il s'était agi de quatre sujets variés, trois dans le domaine des relations internationales et sous l'angle d'une problématique de politologie ; et un sujet d'analyse de contenu du discours politique de celui qui avait été le chef de la résistance chrétienne face à ce que l'on appelait alors la coalition du Mouvement national libanais allié aux mouvements de résistance palestiniens agissant à partir du Liban.

Voici donc le second volume dont le contenu n'est pas moins riche que le premier et qui cette fois comprend trois travaux d'excellente qualité exclusivement centrés sur le Liban : l'étude sociologique de la communauté des démographes libanais, dans la problématique de l'existence de démographes mais en l'absence d'une tradition d'études démographiques ; l'étude de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi que l'utilisation des réseaux sociaux, dans le cas du Liban et dans le cadre de son système politique communautaire, contesté et au fonctionnement pénible et difficile; enfin, l'étude de l'expérience modernisatrice du Président Fouad Chéhab (1958-1964) et de ses limites.

Trois mémoires qui constituent un apport important à la sociologie politique du Liban dans les trois domaines clés de l'étude de la communauté des démographes, de celle de l'emploi des technologies de l'information et de la communication, enfin de l'unique expérience de modernisation de l'Etat sous le mandat éclairé du président Chéhab et de l'inspiration puisée au père dominicain, le regretté Louis Lebret, à qui il avait été fait appel pour prendre la mesure des défis économiques et sociaux du Liban et définir des politiques publiques susceptibles de renforcer l'unité nationale.

Ce second volume est là pour témoigner de la vitalité de l'Institut de Sciences Politiques de l'USJ et de la qualité du travail qui y est réalisé, sous la direction de Fadia Kiwan, sa dynamique directrice, travail qui résulte du bon rapport entre professeurs et étudiants, Libanais aussi bien qu'étrangers. Membres du corps enseignant ou étudiants, tous sont mobilisés pour mieux comprendre le fonctionnement du Liban, les problèmes complexes qui agitent le monde arabe et le Moyen-Orient.

Beyrouth, le 10 juin 2013

Georges Corm
Professeur à l'Institut des Sciences Politiques

RMM 1

Démographes sans démographie. Construire la sociologie d'une communauté scientifique : le cas des démographes libanais

Par Ward VLOEBERGHS

Le mémoire de DEA initial a été dirigé par Monsieur le Professeur Jean Noel Ferrié et soutenu en 2004.

Ward VLOEBERGHS (Belgique, 1979), a travaillé comme assistant de recherche à l'Université catholique de Louvain (Département des sciences politiques et sociales) où il a soutenu en 2010 une thèse intitulée : *A Building of Might and Faith. Rafiq al-Hariri and the Muhammad al-Amin Mosque. On the Political Dimensions of Religious Architecture in Contemporary Beirut*, après avoir obtenu son Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) de l'Institut des Sciences Politiques de l'Université Saint-Joseph. En octobre 2010, il a intégré l'Ecole de la Gouvernance et d'Economie de Rabat où il est actuellement Directeur adjoint du Centre de Recherche sur l'Afrique et la Méditerranée (CERAM).

La démographie, sujet à sensibilité politique notoire au Liban, forme l'objet d'étude de cette recherche. En se demandant comment les démographes parviennent à travailler en l'absence de recensement, l'auteur analyse les pratiques d'une communauté scientifique en adoptant une perspective latourienne et ethnométhodologique. En suivant de près la genèse d'une enquête nationale récente, l'auteur s'interroge aussi, sur la capacité des professionnels des sciences du nombre et de la population au Liban, à contribuer à la formulation des politiques publiques.

RMM 1

Démographes sans démographie. Construire la sociologie d'une communauté scientifique : Le cas des démographes libanais[1]

Par Ward VLOEBERGHS

INTRODUCTION

« Tu travailles sur quoi ?
Sur les pratiques des démographes libanais.
Les démographes libanais ? Ca existe ça, chez nous ? »

Maintes fois ai-je mené cette discussion lorsque je tentais de répondre aux questions de mes amis libanais, curieux de savoir ce qui aurait bien pu retenir l'attention de leur collègue étranger. Voilà que je réfléchissais à un sujet de mémoire depuis plusieurs mois. Mon carnet de brouillon, pullulant de sujets potentiels, les uns plus impossibles que les autres, témoigne encore de cette quête. En tentant de 'construire quelque chose de solide' j'en étais venu, après de longues discussions avec des professeurs savants et des amis intéressés, à définir de façon plus ou moins claire un objet de recherche : la sociologie d'une communauté scientifique et notamment celle des démographes libanais. Et voilà que mes collègues –bien intentionnés- s'étonnaient et mettaient déjà en doute l'existence d'une telle communauté.

Je dois dire qu'ils avaient raison de douter car les démographes libanais 'purs et durs' ne courent pas les rues. Alors comment les repérer ? Pour commencer, il n'existe pas d'organisation qui regroupe

1 Initialement le mémoire s'intitulait « Démographie sans démographes ». L'inversion est introduite ici suite à une suggestion du Professeur Thierry Hentsch (1944 - 2005) lors de la soutenance en octobre 2004 et en hommage à lui. En transformant à la demande de la rédaction du RMM mon manuscrit original (40880 mots) en une contribution plus synthétique j'ai essayé d'écourter le texte tant que possible. Or, j'ai surtout tenté de maintenir le sens de mon propos et de ma démarche de l'époque, y compris mes tournures de phrases initiales, même si cela pouvait être parfois inconfortable de relire un texte rédigé sept ans auparavant. En ce qui concerne les références bibliographiques aussi, j'ai préféré laisser mon texte témoigner de l'air de son temps. Une sélection d'ouvrages récents est cependant incluse à la fin du chapitre. Le mémoire de DEA initial a été dirigé par Monsieur le Professeur Jean Noel Ferrié et soutenu en 2004.

tous les professionnels de la démographie au Liban. De plus, parmi cinq universités libanaises de premier rang, seule l'Université libanaise (UL) propose un véritable diplôme en démographie. Pourtant, elle est loin de monopoliser en son sein toute l'activité scientifique démographique au Liban. Localiser les démographes libanais par cette voie-ci semblait dès lors tout aussi difficile.

Pire, lors des entretiens, lesquels constituaient la plus grande partie de mon 'étude de terrain', la plupart de mes interlocuteurs affirmaient d'emblée qu'ils n'étaient pas démographes de formation, mais plutôt sociologues, statisticiens, économistes ou historiens.

Le moteur de recherche des bases de données bibliographiques semblait, quant à lui, connaître nettement moins de troubles lorsqu'il s'agissait de pister les démographes libanais. En quelques secondes de recherche seulement, il était en mesure d'afficher une multitude d'articles et d'ouvrages comprenant à la fois les mots clefs 'démographie' et 'Liban'. L'existence d'ouvrages spécialisés, en arabe comme en français, consistaient autant d'arguments pour parler d'une communauté scientifique, composée de démographes libanais.[2] Dès le début, je me suis donc retrouvé face à un paradoxe : je m'étais proposé d'étudier une communauté dont certains mettaient en doute l'existence même.

La phobie des faits

Si ce paradoxe à propos de l'existence de démographes libanais existe, ce n'est peut être pas par hasard. On sait que toute question portant sur le peuplement du Liban « y posa dès le départ les problèmes du nombre en des termes polémiques, alors même qu'aucun comptage de quelque rigueur n'avait encore été entrepris ».[3] Puisque, en outre, il est « de plus en plus évident que la croissance démographique différentielle des diverses populations a joué un rôle de première importance dans l'histoire contemporaine du Liban »[4], mon intérêt pour

2 Il peut être intéressant de noter que des tentatives de rassemblement des démographes libanais ont été lancées mais qu'elles ont échoué pour des raisons non explicitées. Je remercie Youssef Courbage pour cette précision.

3 Y. Courbage & Ph. Fargues, *La situation démographique au Liban.Tome II. Méthodes et Résultats*, Publications de l'université libanaise, Beyrouth, 1973, p. 9.

4 Ibidem.

la démographie ne devait plus étonner. Mes collègues libanais, pour autant qu'ils étaient surpris par mon objet d'étude, l'avaient, évidemment, compris d'emblée.

Il serait toutefois malhonnête de dire que le Liban est seul à connaître ce problème.[5] La précarité des chiffres me sautait à l'œil pour la première fois lorsque je préparais un travail sur les coptes d'Egypte en 2001. Fait étonnant, bien que personne ne doute que cette communauté de chrétiens de la première heure soit la plus importante minorité non musulmane du monde arabe, il semble plus difficile d'établir de façon incontestable combien il y a de coptes en Egypte. Avancer un chiffre admis à la fois par les autorités égyptiennes et les coptes eux-mêmes pose un problème si important que certains ont parlé d'un *dogme du nombre*.[6] Sans vouloir à outre mesure comparer le Liban à l'Egypte, il me semblait, à première vue, qu'au Liban aussi, la question des nombres posait problème. Certaines études semblaient confirmer cette impression. Le cliché persistant qu'au Liban, il n'y a plus eu de recensement de la population depuis 1932 ne faisait que renforcer cette image, sans doute préconçue.

C'est à partir de ces constats que j'en étais venu à inscrire dans mon brouillon que *l'idée de base, c'est le constat que la démographie pose problème.* Mon propre problème était dès lors de savoir comment traiter de ce problème. Ou, comme le répétait un de nos éminents enseignants, de « transformer l'objet réel en un objet construit ».

Je m'aperçus assez vite qu'une multitude d'auteurs –étrangers et libanais- avaient déjà étudié la question. D'aucuns ont essayé de voir

---

5 Labaki confirme : « comme tout ce qui a trait à la démographie au Liban, ces chiffres sont des instruments dans la compétition politique multiforme. Il faut dire à notre décharge, nous Libanais, de divers bords, que ce phénomène est quasi universel » Voir : B. Labaki "L'émigration depuis la fin des guerres à l'intérieur du Liban (1990-1998)", in *Travaux et Jours*, n° 61 (printemps 1998), Beyrouth: Université Saint-Joseph, p. 84. Labaki donne les exemples des Etats-Unis, (où les chiffres sont gonflés afin d'obtenir plus de subventions du gouvernement fédéral), de la Corse (où les Corses négocient avec l'administration du recensement sur le nombre d'habitants) et des pays du Golfe (où l'on ne publie pas de chiffres par peur de mettre en exergue la faiblesse démographique des 'autochtones'). Fargues précise : « Jusqu'au recensement de 1992, les autorités saoudites n'ont jamais laissé filtrer de renseignements chiffrés sur la démographie du pays. Voir : Ph. Fargues, *Générations arabes. L'alchimie du nombre*, Paris : Fayard, 2000, p. 235.

6 J.P. Valognes, *Vie et mort des chrétiens d'Orient : des origines à nos jours*, Paris : Fayard 1994 ; W. Vloeberghs, *De in Caïro geplande conferentie over de minderheden c.q. de kopten (mei 1994). De visie van Rûz al-Yûsuf vertaald en toegelicht*, Leuven, 2001 (mémoire non publié).

jusqu'à quel point il est possible de connaître la population libanaise d'un point de vue démographique[7], d'autres ont préféré adopter le regard de la démographie historique.[8] D'autres encore ont vu derrière cette phobie des faits statistiques un tabou politique. Or, dans la mesure où les « nombres indiquent à qui appartient le pays ».[9] Une voie alternative a consisté à expliquer le phénomène en termes de lutte démographique pour le pouvoir ou en élucidant une *politique des nombres*.[10] Nombreux sont ces auteurs qui se sont attelés à illustrer à quel point les statistiques en général et le recensement en particulier –tout comme les jours fériés, les drapeaux, les musées et les cartes- peuvent être comprises comme des institutions de pouvoir ou comme un symbole de la nation.[11]

Soyons clairs : bien que ces questions nous intéressent et que certains éléments de ce genre d'explication puissent être utiles, ce n'est pas en ces termes que nous attaquerons le sujet.

Implicitement, on partira de la conviction –certes contestable, surtout au Liban- que la démographie fut installée pour « que l'Etat administre, sinon 'serve mieux le peuple' ».[12] Il en découle qu'il est de l'intérêt de l'Etat de

---

7 Y. Courbage & Ph. Fargues, *op. cit.*; H. Naufal, *al-Wad ᶜ as-sukkânî fî Lubnân*, *(la situation démographique au Liban)*, Bayrût : Sharika al-matbûᶜât lit-tawzîᶜ wan-nashr, 2003 ; UNESCWA, *Men and women in Lebanon. A statistical portrait*, Beirut : ESCWA, june 2002; R. Kasparian, "Etat de la population libanaise en 1987" in F. Kiwan (dir.), *Le Liban aujourd'hui*, Paris: CNRS-CERMOC, 1994, p. 231-240.

8 H. Mallat, "La démographie historique au Liban. 1833 - 1968" in Ch. Chartouni, (dir.), *Histoire, sociétés et pouvoir aux Proche et Moyen Orients. Tome 2 : Sociologie et Sciences Politiques*, Paris : Geuthner, 2001, p. 199 – 241 ; C. Eddé, *Démographie des maronites à Beyrouth au XIXᵉ siècle. Mémoire de maîtrise en histoire*, Beyrouth: USJ, 1995.

9 "Numbers are an indication of whose country it is" voir: D.L. Horowitz, *Ethnic Groups in Conflict*, Berkeley: University of California Press, 1985, p. 194 cité par M.Z. Bookman, *The Demographic Struggle for Power. The Political Economy of Demographic engineering in the Modern World*, London – Portland, OR : Frank Cass, 1997, p. 72, note 2.

10 W. Alonso & P. Starr (eds.), *The Politics of Numbers*, New York : Russell Sage Foundation, 1987.

11 B. Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism. Revised edition*, London – New York: Verso, 1991.

12 Ph. Fargues, *Générations arabes...*, p.18. C'est notamment en Babylonie que des énumérations de populations existaient déjà avant 3800 avant notre ère, voir : H. Zurayk, « Sources of demographic Data in Lebanon", in *Population Bulletin of the United Nations Economic Commission for Western Asia*, n°12, (January 1977), p. 27 – 33. Selon Fargues, c'est « la population de l'Egypte qui fut la première que l'on compta. Un dénombrement y aurait été organisé sous le règne d'Amenhotep III, un siècle avant l'époque à laquelle se rapporteraient les dénombrements bibliques, pour dresser un inventaire des ressources mobilisables, afin que le peuple serve mieux l'Etat ». Et Fargues de poursuivre : « Au XIXe siècle de notre ère, c'est encore l'Egypte qui organise le premier recensement moderne de l'Orient musulman, notamment de 1846 à 1848, sous l'administration de Mehmet Ali » Voir : Ph. Fargues, *Op. Cit.*, l.c.

créer un environnement favorable aux démographes et à leurs activités. Or, comme on l'a déjà indiqué, nous avons la forte impression que tel n'est pas le cas au Liban, ne fut-ce que par l'absence d'un recensement.

La science en action

Plutôt que d'explorer les raisons de ce vide statistique, je tenterai de savoir comment, au Liban, les démographes libanais arrivent 'à faire leur boulot'. C'est-à-dire, se poser une série de questions sur la façon de travailler des démographes, et observer, en détail, leurs pratiques scientifiques. Il me semble que cette façon de procéder est plus prometteuse puisqu'elle permet d'ajouter un peu de *réalité à la science*.

Cette approche ne tombe pas des nues. Elle s'inspire principalement des travaux de Bruno Latour[13], « philosophe, anthropologue et sociologue des sciences, (…) devenu aujourd'hui une figure incontournable du paysage intellectuel tant français qu'anglo-saxon »[14] et qui nous propose d'étudier la science en action.

Notre approche s'inspire également d'une autre démarche, qui s'appelle l'ethnométhodologie[15] et qui étudie les méthodes utilisées par les membres d'une ethnie ou d'un groupe social.

Par ailleurs, tout au long du texte, je parlerai à la première personne du singulier ; sauf lorsque je veux, par la première personne du pluriel, explicitement inclure le lecteur. Ceci peut paraître inhabituel et prétentieux. Toutefois, à mon sens, l'effet d'interaction que produit ce ton direct et naturel correspond mieux à (et découle même) de l'esprit et du style de la démarche latourienne.

---

13 Bruno Latour & Steve Woolgar, *Laboratory Life. The Construction of Scientific Facts*, London: Sage Publications, 1979. Traduction française : B. Latour & S. Woolgar, *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques.Traduit de l'anlgais par Michel Biezunski*, Paris : La Découverte, 1988. B. Latour, *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences.Traduit de l'anglais par Michel Biezunski. Texte révisé par l'auteur*, Paris : Gallimard, 1995.

14 F. Dassetto & P. Lannoy, « Le plat pays qui est le sien » in *La revue nouvelle*, n° 114 (2001), p. 87.

15 Voir : H. Garfinkel, *Studies in Ethnomethododlogy*, Englewood Cliffs (N.J.): Prentice Hall, 1967 qui est considéré comme un ouvrage de base par excellence de l'ethnométhodologie. Pour une reconsidération : H. Garfinkel, *Ethnomethodology's Program. Working Out Durkheim's Aphorism. Edited and Introduced by Anne Warfield Rawls*, Oxford: Rowman & Littlefield, 2002.

Ainsi, la présente étude devrait nous aider à formuler des réponses à plusieurs questions : comment travaillent les démographes libanais sans posséder de vue d'ensemble de la population qu'ils étudient ? Comment font-ils pour pallier le manque et contourner le tabou du recensement ? A savoir : Comment font-ils pour obtenir leurs données ? Se passent-ils de données globales, sont-ils amenés à *bricoler* pour pallier ce manque ? Et, d'ajouter d'un trait : dans ce cas là, comment fait-on pour formuler des politiques publiques ?

La méthodologie

Pour commencer, bien que j'ai eu l'immense plaisir de passer dix-huit mois au Liban dans le cadre de mes études, il faut préciser que l'étude de terrain *stricto sensu* s'est effectuée sur une période de deux mois et demi pratiquement (de janvier à mars 2004).

Dans ce temps, à part des recherches bibliographiques, j'ai contacté une vingtaine de personnes dont seize m'ont accordé un entretien alors que trois me l'ont refusé.

En insistant sur le caractère informel de notre discussion lors de chaque rencontre –qui se faisaient généralement dans le 'laboratoire' du/de la démographe en question–[16], j'espérais à la fois augmenter le caractère ethnométhodologique de la démarche, observer les conditions de travail et recueillir des réactions plus authentiques de leur part.[17] Ce n'est qu'après ces rencontres que je me suis mis à l'approfondissement de la théorie et au dépouillement des informations recueillies.[18]

16 Certains résidaient en effet dans des bureaux somptueux (équipés parfois d'une télévision et d'un salon), d'autres dans des lieux plus modestes faisant fonction de petite entreprise privée à moyens limités. Il en fut qui se retrouvaient dans un bâtiment universitaire en manque de moyens et d'autres dans des universités privées bien fournies.

17 Ils commencaient tous par dire qu'ils ne sont pas démographes et qu'ils font autre chose à côté. Ensuite, ils demandaient qui j'avais déjà rencontré (ce qui équivaut à demander « qu'a-t-on raconté, jeune-homme ? », « que dois-je te dire » ? Que puis-je te raconter ?, Sur quel aspect dois-je insister ? »).

18 On parle là d'une période de plusieurs mois encore. Les ethnométhodologues insistent en effet sur une posture non formatée théoriquement pour approcher le terrain, ce qui constituait une différence fondamentale avec d'autres démarches scientifiques courantes à l'époque.

La structure

La première partie du travail, est consacrée à une présentation de la sociologie des sciences, déclinée d'abord dans sa version latourienne (première sous-partie) et ensuite appliquée aux sciences du nombre et de la population de façon générale (deuxième sous-partie). Une description théorique permettra de repenser ainsi le travail du démographe à travers la grille de lecture de Latour.

Dans la deuxième partie, je me concentrerai sur les scientifiques du nombre et de la population tels qu'ils pratiquent au Liban. En invoquant d'abord quelques particularités du Liban (première sous-partie), je voudrais ensuite présenter les démarches développées par les démographes libanais pour pouvoir travailler sans posséder de vue d'ensemble de la population (deuxième sous-partie). Enfin, en présentant une description d'un cas (troisième sous-partie), je tâcherai d'interroger sur la possibilité des démographes de mettre leur expertise à disposition des décideurs et de répondre à la question : « comment fait-on pour formuler des politiques publiques ? ».

PREMIÈRE PARTIE: SOCIOLOGIE DES SCIENCES DU NOMBRE ET DE LA POPULATION

De nombreuses voies sont possibles pour observer une communauté scientifique de façon sociologique.[19] La plus courante passe par un courant qui s'inspire principalement des travaux du sociologue français Pierre Bourdieu. Or, cette approche a comme inconvénient de ne pas suffisamment rendre compte des dynamiques et des logiques internes à l'activité scientifique, irréductibles à des enjeux politiques et de domination.[20] C'est que les chercheurs ne sont jamais tout simplement surdéterminés par des conditions politiques ou par les conditions sociales de production de la recherche.

L'approche suivie ici est plus pragmatique et se propose d'observer les processus et les pratiques qui mènent les scientifiques à produire de la science. Dans cet esprit, on comprend comment Bruno Latour, que je prendrai comme principal représentant de ce courant plus pragmatique, peut dire que « nous accéderons à la science et à la technique par la porte de la science en train de se faire et non par l'entrée plus grandiose de la science faite ».[21]

A. LATOUR ET SES ALENTOURS

Ce travail vise donc à décrire les pratiques de quelques membres de la communauté des démographes libanais et non pas à retracer leur parcours. « La sociologie des sciences ne doit pas être confondue avec la sociologie des savants, de leurs carrières (…). Ce sont les objets, les contenus, les théories même qui attirent, avant tout, l'attention des sociologues des sciences ».[22]

---

19 Voir : G. Busino, *Sociologie des sciences et des techniques*, in Que sais-je ? n° 3375, Paris : Presses Universitaires Françaises, 1998.

20 Le but n'est pas de faire ici une évaluation de la pensée de Bourdieu. A titre d'exemple on peut citer : J.C. Alexander, *La réduction. Critique de Bourdieu*, Paris : Cerf, 2000.

21 Latour, *La science en action…*, *Op. Cit*., p. 29.

22 *Idem*, p. 13.

Latour s'est aventuré lui-même (avec Steve Woolgar) de façon révolutionnaire à étudier la science en action lorsqu'il a partagé, pendant deux ans, la vie quotidienne des chercheurs du laboratoire de neuroendocrinologie dirigé par Roger Guillemin. Cette recherche, une première mondiale en son genre et publiée pour la première fois en 1979[23], nous enseigne avant tout qu'il n'y a qu'une voie possible pour analyser les sciences : l'étude de terrain. Parce que le programme de la sociologie des sciences[24] veut examiner les phénomènes dans ses particularités on a parlé parfois d'*anthropologie des sciences*.

Peu importe le nom qu'on lui donne, « la démarche préconisée implique qu'on tente de décrire les phénomènes à partir de l'observation de ce qui est réellement vu et fait par les agents sociaux en situation d'action ».[25] Ce sont les pratiques des démographes qui mènent à la production des faits scientifiques qui retiendront l'attention. Peu importe où celles-ci se déroulent.

Et peu importe, aussi, le fait que je ne sois pas démographe de formation. Cela ne doit pas m'empêcher d'avoir accès au terrain de la démographie. « 'Pour parler des sciences, il faut être spécialiste', dit-on, afin de bloquer par avance toute enquête sur le terrain. (…) Notre enquête a pour but d'ouvrir une voie différente : (…) se rendre familier d'un terrain tout en demeurant indépendant et à distance ».[26]

A cet effet, Latour s'insurge contre la sociologie classique qui, selon lui, ne regarde pas suffisamment l'acteur et ses pratiques. Il emprunte cette critique à l'ethnométhodologie.[27] Ce courant, proche

23 B. Latour & S. Woolgar, *Laboratory Life. The Construction of Scientific Facts*, London: Sage Publications, 1979. Traduction française : B. Latour & S. Woolgar, *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques.Traduit de l'anlgais par Michel Biezunski*, Paris : La Découverte, 1988.

24 Voir entre beaucoup d'autres ouvrages : R.K. Merton, *The sociology of science. Theoretical and empirical investigations.*, Chicago : University of Chicago Press, 1973 ; B. Latour et M. Callon, *La science telle qu'elle se fait. Anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise.*, Paris : La Découverte, 1991 ; D. Vinck, *La sociologie des sciences.*, Paris : Armand Colin, 1995.

25 M. de Fornel, A. Ogien & L. Quéré (dirs.), *L'ethnométhodologie. Une sociologie radicale. Colloque de Cerisy*, Paris : La Dévouverte, 2001, p. 11.

26 Latour & Woolgar, *La vie…*, *Op. Cit*., pp. 22-23.

27 G. Button, *Ethnomethodology and the human sciences*, Cambridge : Cambridge UP, 1993.

mais toutefois distinct de la sociologie des sciences[28], « est le nom de ce mouvement de réaction contre l'abus, en sociologie, du métalangage qui recouvre ce que disent et ce que font, en pratique, les acteurs sociaux ».[29] Dans la mesure où cette démarche ethnométhodologique consiste à étudier les pratiques, certains ont pu la qualifier aussi de *praxéologie*.[30]

Garfinkel explique comment les études ethnométhodologiques analysent les pratiques quotidiennes et ordinaires comme des méthodes des membres, permettant de rendre ces activités visibles, rationnelles, descriptibles et justifiables (*accountable*) ».[31] Ce qui est proprement ethnométhodologique dans les études de l'ethnométhodologie, précise-t-il ailleurs, « c'est que, pour n'importe quel événement social réel, elles montrent précisément comment, dans chaque cas concret, les membres, qui disposent d'une compétence ordinaire, coordonnent leurs activités de façon à produire, manifester, établir, dans les détails incarnés de leur vivre ensemble, des phénomènes d'ordre dont on peut rendre compte localement et naturellement –autrement dit, des phénomènes mettant en jeu de la logique, de la causalité, des classifications, de la temporalité, de la cohérence, de l'uniformité, des analyses de détails, du sens, des méprises, des erreurs, des accidents, des coïncidences, de la facticité, de la raison, de la vérité et des méthodes ».[32]

I. Objets (in)stables, boîtes noires, réseaux, inscripteurs…

Revenons-en à Latour, pour qui tout ceci implique que « nous remonterons du produit final vers sa production ».[33] Latour et Woolgar

28 Sur la relation, les similitudes et les différences entre la sociologie des sciences et l'ethnométhodologie, voir : M. Lynch, *Scientific practice and ordinary action. Ethnomethodology and social studies of science*, Cambridge: Cambridge UP, 1993.

29 Latour & Woolgar, *La vie…*, *Op. Cit*., p. 25.

30 J.N. Ferrié & B. Dupret, « Préférences et pertinences : analyse praxéologique des figures du compromis en contexte parlementaire. A propos d'un débat égyptien » in *Information sur les Sciences Sociales*, vol. 43 (2), pp.263-290, Londres : Sage, 2004. Voir aussi: Baudouin Dupret & Jean-Noël Ferrié, « L'idée d'une science sociale et sa relation à la science politique » in *Revue Française de Science Politique,* 2010, Vol 60, Nr 6, pp.1159-1172.

31 H. Garfinkel, *Studies in Ethnomethododlogy*, vii.

32 Ce qui, toujours selon Garfinkel, exige la '*double adequacy requirement* ' et souhaite que le professionnel puisse se reconnaître dans la description faite de lui. Citation : H. Garfinkel, « Le programme de l'ethnométhodologie » in de Fornel, Ogien & Quéré, *Op. Cit.*, pp.40-41.

33 Latour, *La science en action…*, *Op. Cit.,* pp. 59-60.

s'aperçoivent ainsi « qu'un laboratoire produit une large gamme de traces écrites (des graphes produits par des appareils jusqu'aux articles scientifiques) et que son activité peut être justement envisagée comme une suite d'opérations et de transformations de certains types d'énoncés ».[34]

De manière plus large, la naissance historique d'un fait repose sur différentes discussions entre scientifiques, sur des tactiques divergentes ainsi que sur des 'pièces à convictions', présentées dans un discours éloquent. Un fait émerge et s'impose ensuite, grâce aux connexions avec des institutions qui financent et qui forment ; il prend sa forme dans des conversations informelles et à travers des actions de routine, répétées tous les jours au sein même du laboratoire. « La construction d'un fait scientifique ne renvoie donc pas seulement à un travail intellectuel et discursif, mais elle mobilise tout un ensemble d'autres pratiques ainsi que des techniques et des objets qui sont des *matérialisations* de débats antérieurs.

Notions fondamentales pour comprendre la pensée de Latour, les boîtes noires désignent, pour ainsi dire, 'des faits scientifiques établis', des techniques ou des principes admis dont l'exactitude ne doit plus être justifiée ou remise en cause. Ce sont, pour parler selon Kuhn, des paradigmes. Latour les précise ainsi : « une boîte noire est un énoncé qui s'intègre au fonds de l'acquis scientifique sans plus faire l'objet de contestations ».[35]

Plus le fait est acquis, plus elle devient automatique. « Avec l'automatisme, un grand nombre d'éléments se comporte comme un seul : c'est cela que j'appellerai une boîte noire ».[36] Et, plus l'énoncé devenu fait acquiert d'automaticité, en accumulant sa 'crédibilité', plus la boîte devient noire. « Plus la boîte noire est automatique, plus elle est noire ».[37] Mais, si noire que la boîte puisse devenir, elle n'a pas l'attribut de la vie éternelle. Une boîte noire se diffuse dans l'espace et devient

34 Ph. Corcuff, *Les nouvelles sociologies. Constructions de la réalité sociale*, Paris : Nathan, 1996, p. 70.
35 Latour & Woolgar, *La vie…*, *Op. Cit.,* p. 87.
36 Latour, *La science en action…*, *Op. Cit.,* p. 320.
37 *Idem,* p. 337.

durable dans le temps seulement par l'action continue d'une chaîne continue d'acteurs.

C'est sur cette notion de chaîne continue d'acteurs qu'il nous faut revenir. Pour Latour, cette chaîne peut s'étendre en largeur comme en longueur. Ainsi s'agencent des *réseaux* –le mot est tout à fait essentiel dans le vocabulaire latourien. La notion de réseau, nous explique Corcuff, « vise à appréhender la stabilisation, jamais définitive et toujours en travail, des relations entre des humains et des objets ».[38]

Il est évident que des réseaux aussi vastes ne se construisent pas en un jour. Pour étendre le réseau, les scientifiques ne sont pas seuls et isolés. Ils doivent alors faire appel à d'autres personnes, à des groupes de personnes ou à d'autres institutions. A ce point, un problème s'impose : le constructeur de faits se trouve confronté à un dilemme : d'une part il a besoin de nombreuses personnes pour construire ses boîtes noires, mais, d'autre part, ces autres deviennent trop nombreux à contrôler. Ainsi, ils sont forcés de se faire des *alliés* et de forger des *alliances*. Pour Latour, c'est exactement l'élargissement du réseau et le système de maillage entre ces réseaux qui font que la science gagne en exactitude, en solidité et en qualité.[39]

Avant de passer aux exemples concrets, il faut introduire et clarifier une notion supplémentaire, celle des instruments. Latour pense aux machines, aux non-humains comme il les appelle, qui permettent de produire un texte scientifique. « J'appellerai instrument (ou inscripteur) tout dispositif, quels que soient sa taille, sa nature et son coût, qui fournit une visualisation quelconque dans un texte scientifique ».[40] La notion d'inscripteur a une conséquence essentielle : elle établit un rapport direct avec la 'substance originale' ».[41] Pour nous, la substance originale, c'est la population libanaise. Nous verrons plus loin quels instruments permettent de visualiser la population libanaise.

---

38 Ce qui va de soi et n'est plus interrogé, comme un fait scientifique, une technique, une procédure ou une institution. Voir : Ph. Corcuff, *Op. Cit.*, p. 71.
39 Pour une critique qui dit que Latour réduit les faits scientifiques à des croyances, voir : F. Dassetto & P. Lannoy, *Op. Cit.*, p. 90.
40 Latour, *La science en action…*, *Op. Cit*., p. 163.
41 Latour & Woolgar, *La vie…*, *Op. Cit*., pp. 42-43.

Dans la lignée de Latour[42], j'ai adopté une définition très large des démographes. « Décidément, pour suivre les chercheurs au travail il faut se donner une définition ouverte des groupes sociaux et de leurs alliés ».[43] Recherchant d'ailleurs la qualité plutôt que la quantité, j'ai considéré comme démographe *celle ou celui qui fait profession de l'être et intervient dans le monde scientifique en tant que démographe*.

Comme je l'ai déjà mentionné auparavant, j'ai pu effectuer une série de 'visites de laboratoires' qui ont abouti à l'accumulation d'informations de première main. Un guide d'entretien précis à l'appui, je m'aventurais sur le 'terrain', toujours en cherchant à faire émerger une discussion spontanée avec les démographes. Le sujet de la discussion était pourtant fixé : la réalité professionnelle dans tous ses aspects (contenu du travail, méthode adoptée, contacts entre collègues, problèmes rencontrés, précisions techniques, raisons d'absence de recensement, avantage d'un recensement éventuel,…). Cette façon de procéder me permettait de discuter de façon informelle, ce qui est plus naturel et débouche souvent sur des informations inattendues.
Il s'agit donc ici d'une étude praxéologique d'une communauté scientifique en action, engagée dans des pratiques, tout en maintenant l'interrogation sur les moyens d'apporter une expertise aux décideurs des politiques publiques.

Malheureusement, je n'ai pas pu observer, comme Latour, l'interaction directe entre les chercheurs. J'ai dû le faire de façon indirecte. Latour, conscient du problème, confirme que « l'ethnographe arrive généralement trop tard sur le théâtre des opérations et en est réduit à recueillir les anecdotes où l'on raconte rétrospectivement comment telle idée est venue à tel chercheur ».[44] Il a même pensé à une solution pour cet obstacle : « On peut surmonter partiellement cette difficulté en observant *in situ* la construction d'un nouvel énoncé et les anecdotes qui naissent par la suite sur sa formation ».[45] Avec cette solution j'ai observé –à nouveau *post factum*, il est vrai- recueilli, chez les chercheurs, les

42 Latour concrétise sa démarche dans deux ouvrages : L'espoir de Pandore (où il suit une équipe de pédologue (experts du sol) en Amazonie et dans Paris, ville invisible (où il explore les non-humains qui *font* Paris : pancartes de rue, la RATP, gestion des eaux, le Pont-Neuf, etc).
43 Latour, *La science en action…*, *Op. Cit.,* p. 308.
44 Latour & Woolgar, *La vie…*, *Op. Cit.,* p. 174.
45 Ibidem.

informations et les anecdotes qui entourent la gestation d'un énoncé dans la connaissance démographique du Liban.

Il y a au Liban –plein de subtilités et de nuances- des mots et des expressions qui ne sont pas ce qu'ils paraissent ou, plutôt, qui relèvent d'une sémiotique qui ne peut être comprise que par des gens qui sont 'dedans', c'est-à-dire 'à l'intérieur' du système ou de la société. Sans intentions péjoratives, je pense qu'on pourrait parler d'une *complicité linguistique*. Il s'agit d'associations cognitives. Par exemple, lorsqu'ils parlent de la guerre civile libanaise de 1975 à 1990, les Libanais utilisent souvent le terme 'les évènements', sans autre précision. Un autre exemple est le nom de famille : lorsqu'il s'agit d'un nom dont on sait qu'il est exclusivement musulman ou chrétien, tel *Sinno* (musulmans sunnites) et *Khazen* (chrétiens maronites) mais pas les *Nasrallah* par exemple. Or, la complicité n'est pas *que* linguistique et il serait mieux, dès lors, de parler d'une communication parfois verbale, parfois non-verbale, mais toujours compris par l'ensemble des membres de la société libanaise.[46] Voilà des *pratiques ordinaires* que recherche l'ethnométhodologue. La position latourienne rejette donc le point de vue qu'il faut être spécialiste pour parler des sciences.

II. Critiques de la démarche : de la science à la science fiction ?

La philosophie de Latour et de la sociologie des sciences a le grand avantage de proposer une analyse alternative et valable de la société, qui permet de sortir de la réduction de la société à des processus de domination et des explications en termes de classes sociales. Elle rend au monde social une dynamique propre, en mouvement perpétuel et attribue aux 'choses', aux non-humains, une importance particulière dans la construction de ce monde social. Trop souvent oubliées, les *choses* sont devenues indispensables dans notre quotidien.

Un autre élément distinctif du discours latourien est son style de rédaction, parfois qualifié, de façon hostile, de prosaïque.[47] Brown

46 Il existe d'autres exemples, comme le demi-tour de la main ouverte (tournant le pouce vers le haut) qui peut exprimer : qu'est-ce qu'il y a ? Que veux-tu ? D'où viens-tu ?

47 Voir : J.R. Brown, « La science prosaïque de Bruno Latour » in A. Kremer-Marietti (dir.), *Sociologie de la science. Sociologie des sciences et rationalité scientifique*, Sprimont : Mardaga, 1998, pp. 151-170.

précise bien comment le texte occupe pour Latour une position tout à fait centrale : « au lieu d'être une façon d'enregistrer des données et de communiquer nos pensées et nos théories, les textes sont eux-mêmes érigés en vedette du processus scientifique ».[48] Or, loin d'être une faiblesse, il s'agit là, à mon avis, d'un avantage important.

Un autre atout de l'ethnométhodologie et de la sociologie des sciences réside dans leur polyvalence, c'est-à-dire dans leur utilité transdisciplinaire. Lynch estime qu'elles « proposent des approches empiriques, originales pour investiguer la production de la connaissance et permettent un raffinement des discussions contemporaines sur la nature et les conséquences de la rationalité scientifique et technologique ».[49]

En outre, les descriptions méticuleuses de Latour et des ethnométhodologues nous montrent de façon décisive combien les idées, les choses dans nos sociétés sont construites et enfantées par les circonstances. « Nous allons jusqu'à affirmer que la science est entièrement le produit des circonstances ».[50]

Cette (ré) appréciation des non-humains pourrait porter à croire qu'en revanche, les humains sont en quelque sorte négligés par Latour. Ceci n'est, toutefois, qu'un faux problème. Le véritable problème est, comme le suggère Lynch, « que Latour et les siens désavouent toute distinction *a priori* entre les agents (humains et non-humains) du développement scientifique et technologique. Cette manœuvre leur a valu une grande partie d'attention et de critique et, en grande partie, la controverse peut être attribuée à leur effort ambitieux de développer une théorie sémiotique en une ontologie à part entière. Latour joue délibérément sur les ambigïtés et les absurdités apparentes, créées en traduisant un vocabulaire technique sémiotique en des descripteurs sociohistoriques. Ainsi, (…) bien que les microbes, les coquilles St-Jacques et les scientifiques soient tous en mesure d'assumer le même rôle d'acteur dans un système sémiotique, il faut être complètement obsédé par la grammaire pour supposer que ceci confère à chacun des ces acteurs un statut ontologique comparable ».[51]

---

48 J.R. brown, *Op. Cit*., pp. 157-158.
49 M. Lynch, *Scientific practice…*, xii.
50 Latour & Woolgar, *La vie…*, *Op. Cit.,* p. 255.
51 M. Lynch, *Scientific practice…*, *Op. Cit.,* p. 110.

Si la philosophie de Latour met en exergue l'importance des non-humains dans la science, dans la société et dans la vie quotidienne, dans un sens, elle n'explique pas, elle ne fait que décrire. C'est donc toujours la question du comment que Latour s'attaque et jamais à celle du pourquoi. Pour Latour, la question du pourquoi est une question de métaphysique, de conviction et de croyance personnelle, à laquelle nous ne pouvons pas répondre de façon univoque.

Dans ces circonstances, Lynch propose « une 'amnésie programmatrice': un oubli du rêve de construire une science générale de la société ».[52] « Cette leçon nous encourage à examiner comment ces activités s'accomplissent *in situ* »[53] et en rendant compte de ce que font les scientifiques de leur point de vue, on s'aperçoit que la science est plus *ordinaire* qu'on ne le pensait.

Si le monde est plat, cela veut-il dire que tout (humains et non-humains) se vaut, que tout est une question de relativité ? Et si tout est relatif, le discours latourien, l'observation ethnométhodologique et la description des scientifiques en action, ne deviennent-ils pas en eux-mêmes relatifs ?

A cette critique d'inspiration relativiste, Latour a souvent rétorqué qu'il ne cherchait pas à être relativiste mais plutôt à être réaliste. La réalité, c'est ce qui existe. Et ce qui existe, c'est ce qui résiste, ce qui est relié. « La réalité est ce qui résiste. A quoi résiste-t-elle ? A des épreuves de force. (…) Cette définition n'est pas relativiste, mais relationniste ».[54] Ainsi, Latour peut-il affirmer que les microbes, avant Pasteur, *n'existaient* point ! C'est Pasteur qui a prouvé l'existence des bactéries en proposant un vaccin *résistant*. Voilà que les bactéries devenaient réelles.

Il n'y a donc plus question de supériorité : « Notre description de la construction d'un fait dans un laboratoire de biologie n'est ni supérieure, ni inférieure à celles produites par les scientifiques eux-mêmes ».[55] Voilà qui illustre bien la dimension constructiviste du travail

52 *Idem*, p. 310.
53 M. Lynch, *Scientific practice…*, *Op. Cit.,* p. 311.
54 Latour, *La science en action…*, *Op. Cit.,* p. 228.
55 Latour & Woolgar, *La vie…*, *Op. Cit.,* p. 280.

de Latour. Comme je l'ai signalé plus haut, l'ethnométhodologie, quant à elle, se distingue précisément dans cette dimension.[56]

Toutefois, en ne regardant plus que le spécifique, l'ethnométhodologie ne risque-t-elle pas de sombrer dans des simples monographies –certes intéressantes, plus réalistes et plus complètes de notre monde-, mais qui n'ont plus que très peu d'utilité au niveau de la société qui, finalement, devrait être le destinataire de toute activité scientifique ?

Malgré ces critiques[57], il m'a semblé plus utile, pour la société, de savoir comment se produit le discours démographique au Liban que d'apprendre, qu'il s'agit là d'une question de force, de lutte de classes ou de confessions ou de domination symbolique et politique.

B. DES SCIENCES DU NOMBRE ET DE LA POPULATION

I. Step by step : que font les démographes ?

Pour comprendre, étape par étape, le travail d'un démographe d'un point de vue ethnométhodologique, il faut en quelque sorte inverser les rôles et se poser en spectateur extérieur devant le phénomène de la production scientifique. Les démographes sont donc pour l'ethnométhodologue les professionnels qui étudient une population (les démographes, les statisticiens de la population, les développementalistes, etc.) qui deviennent, à leur tour, une population étudiée. Garfinkel le dit ainsi : « Plus précisément, tout phénomène d'ordre rend visible le personnel qui le produit comme une population interchangeable et comme une population que l'on peut étudier. C'est le travail de production du phénomène qui fait voir son personnel comme une population ».[58]

---

56 « Bien que le projet de sociologie de la connaissance scientifique en sciences sociales présente, parce qu'il s'intéresse aux pratiques, une parenté avec le constructivisme, il s'en distingue cependant. Appliquant la mise entre parenthèses phénoménologique, il ne porte aucun jugement sur le statut ontologique des attitudes et des opinions », voir : D.W. Maynard & N.C. Schaeffer, *Op. Cit.,* p. 195. Voir aussi : Ph. Chanial, *Op. Cit.,* et G. Button, *L'ethnométhodologie, est-elle…* .

57 Je remercie Baudouin Dupret pour nos échanges à ce sujet.

58 H. Garfinkel, « Le programme… »., p. 50.

Le programme de la sociologie de la connaissance scientifique des sciences sociales permet de rendre compte méthodologiquement de la manière dont les professionnels de la démographie en particulier, et des sciences du nombre et de la population en général, « assurent, selon leurs propres critères, la scientificité des résultats qu'ils présentent au terme de chacune de leurs études ».[59] Cette méthodologie postule que la visualisation de la réalité observée (i.c. la population), construite par les scientifiques qui dirigent l'étude de la société, dépend des circonstances et de pratiques de routine.

Le travail du démographe porte sur une population. La démographie[60] cherche à connaître la population sous différents angles. Elle veut en connaître le plus de caractéristiques possibles, telles sa structure d'âge, la répartition des sexes, sa croissance annuelle, le nombre de décès sur telle ou telle période, etc. Ce n'est pas tout. Les démographes cherchent aussi à savoir l'évolution de ces caractéristiques. Ainsi, ils arrivent à construire des estimations et des projections –dans le temps long– de l'évolution de la population étudiée, afin de mieux diriger l'évolution de la population. Connaître, comprendre, prévoir, diriger : voilà quelques-unes des séquences que traversent les démographes ; qu'ils soient libanais, français ou chinois.

Mais comment fait-on pour connaître des groupes si larges que des populations nationales entières, composé de plusieurs millions de personnes ? Comme Jacques Vallin l'indique, il faut « commencer par réduire la réalité à des éléments chiffrables, mesurables, pour décrire, analyser et comprendre les mécanismes qui commandent à la composition et à l'évolution d'une population ».[61] C'est exactement ce que nous a montré Latour dans les exemples de l'Amazonie et de Paris. Les scientifiques que nous observons divisent, quantifient, réduisent et traduisent la réalité de la population qu'ils étudient, pour pouvoir « la dominer du regard », comme le dit Bruno Latour.

---

59 D.W. Maynard & N.C. Schaeffer, *Op. Cit.,* p. 195.

60 Le mot démographie apparaît pour le première fois en 1855, sous la plume d'Achille Guillard (1799-1876), dans ses *Eléments de statistique humaine, ou démographie comparée*. Les bases scientifiques de la démographie ont été établies aux XVII^{e} et XVIII^{e} siècles par les travaux convergents de Graunt, Halley, Süssmilch et Kersseboom, de Deparcieux et de Wargentin ; voir : J. Vallin, *La démographie. Troisième édition*, Paris : La Découverte, 2002, p. 4. Pour un récit de la naissance de la statistique, voir e.a. : A. Desrosières, *Op. Cit.*

61 J. Vallin, *Op. Cit.*, p. 5.

Suivant des variables différentes (sexe, âge, lieu de résidence, niveau d'éducation,…), les démographes essaient d'observer des régularités (natalité, mortalité, fécondité, pratiques matrimoniales,…) dans l'évolution de la population et à partir de là, ils s'aventurent à formuler des hypothèses, puis de dégager des lois qui pourraient mener à des théories (la transition démographique,…) permettant d'expliquer ces évolutions. Ensuite, une fois qu'ils maîtrisent ces lois, ils peuvent essayer d'influencer l'évolution de la population. On utilise à cet effet différents instruments : graphiques, formules mathématiques (appelées quotients, moyennes,…) ainsi que des symboles (%, pour mille, sigma, …), équations, tableaux (appelés tables de mortalité, …) et une terminologie propre. 'Indicateurs' et 'estimations' (faibles, moyennes ou fortes), composent –avec les 'taux'– tout un vocabulaire spécialisé, un véritable jargon qui comprend également les 'perspectives' (on ne parle jamais de prévisions). Toutes ces traductions et transformations de la réalité, permettent de prévoir l'évolution de la population. Enfin, à part analyser les mécanismes de la démographie, « il faut aussi tenter de découvrir pourquoi ils varient ».[62]

Or, ce travail de démographie présuppose que toute une série de renseignements sur cette population soit disponible et accessible aux professionnels de la démographie. Ainsi, s'agence tout un réseau, indispensable aux démographes et que nous découvrirons ensemble. Le premier obstacle qui s'oppose aux démographes est celui de la délimitation de la population étudiée, ce qui peut varier considérablement –comme le cas du Liban l'illustrera dans la recherche.

Suivant l'étendue de la population étudiée, on peut ou non récolter les informations recherchées directement auprès de la population. Afin de connaître sa population au mieux, l'idéal serait de prélever au même moment, le plus possible d'informations fiables au sein d'une population aussi large que possible. Or, ce n'est pas toujours faisable. Les démographes sont donc obligés de trouver d'autres solutions.

Une de ces solutions consiste à organiser des enregistrements systématiques de la population. Dans certains pays, les autorités

62 Idem, p. 6.

organisent un tel exercice, c'est l'état civil. Celui-ci fournit des renseignements sur les mouvements d'une population ainsi que sur les 'grands évènements de la vie' tels les naissances, les décès, les mariages et les divorces. En fonction des souhaits de l'administration locale, on peut y inscrire d'autres caractéristiques. S'il est bien tenu, l'état civil peut constituer une mine d'informations. Or, une bureaucratie pareille sera toujours ou incomplète, ou en retard, ou imprécise. C'est pourquoi les démographes se voient contraints de mettre en place d'autres façons d'obtenir les informations recherchées.

Une de ces autres façons comprend un comptage de la population entière à un moment donné. C'est le recensement. Il permet, selon Vallin, d'avoir à des intervalles plus ou moins réguliers, une photographie de l'état de la population. Plus qu'une photographie superficielle, le recensement est une véritable radiographie puisqu'il montre aussi « sa répartition par sexe et âge, sa distribution en fonction de nombreuses autres caractéristiques démographiques (nombre d'enfants, migrations,…), juridiques (état matrimonial, nationalité), économiques (situation professionnelle), sociales (habitat, mode de vie), culturelles (instruction), etc. ».[63] Il n'est pas difficile de comprendre que pour connaître une population ces données sont d'une importance primordiale. Vallin l'exprime ainsi : « L'état civil et le recensement sont ainsi les deux mamelles de la démographie ».[64] Afin de contempler une évolution, l'exercice devrait être répété régulièrement, tous les dix ans par exemple. Plusieurs pays organisent un recensement intégral de leur population depuis parfois très longtemps.

Toutefois, même cette méthode n'est pas parfaite puisqu'il est très coûteux –à la fois en termes de ressources humaines, logistiques et financières– de compter une population de manière exhaustive. Surtout, lorsque l'on parle de centaines de millions de personnes.

Dès lors, les démographes procèdent souvent différemment et essayent d'extraire de la population dont ils veulent connaître les caractéristiques, un certain nombre de personnes qu'ils estiment être en mesure de représenter la population entière de différents points de vue.

63 J. Vallin, *Op. Cit.*, p. 43.
64 Idem, p. 45.

Notamment veillent-ils à respecter une série de critères qui devraient garantir une représentativité quant aux différences et aux variations existantes au sein de la population étudiée. Ainsi, ils obtiennent ce qu'ils appellent un échantillon. Cette transformation permet aux démographes d'enquêter sur la population définie. Vallin admet que même « en l'absence de tout recensement, il existe, notamment grâce aux évaluations par sondages, des possibilités d'estimation ».[65]

Pour parler avec Latour, l'échantillon et le recensement d'une population ainsi que l'état civil sont des *instruments* démographiques qui traduisent la réalité. C'est une première phase de la construction de la réalité.

Une fois l'échantillon tiré, on peut envoyer sur le terrain les gens formés pour effectuer le sondage. Celui-ci est constitué par une liste de questions établie afin de recueillir auprès des interrogés les informations souhaitées. Il va de soi que ces questions sont le résultat, eux-mêmes, d'un long travail préalable. Non seulement faut-il penser ici les différentes théories et hypothèses qui ont jalonné la formulation des questions, mais il ne faut pas oublier non plus que les enquêteurs ont, eux aussi, été formés à leur tour à l'aide d'un questionnaire d'essai ou d'une enquête pilote pour qu'ils puissent poser les questions d'une manière à obtenir les réactions dans la forme la plus fiable.

L'enquête terminée, on passe à la saisie informatique et au nettoyage des données. L'exercice ne s'arrête pas là. Les enquêteurs ayant interrogés la population étudiée, le travail d'analyse commence. On essaie d'expliciter la relation qui existe entre les informations recueillies et les hypothèses à vérifier. Par exemple : l'alphabétisation a-t-elle augmenté ? A quel degré la population est-elle urbanisée ?

Ainsi, on fait ressortir les traits saillants de la population. On en rend compte en les décrivant dans un article ou un livre. Pour mieux les visualiser, on produit des schémas, des graphiques et des tableaux. Ainsi, ces courbes, ces pyramides et ces camemberts deviennent à leur tour une référence qui circule, une transformation de la réalité qui permet de mieux comprendre cette réalité, cette population. Parce qu'on la domine du regard.

65 Ibidem.

On peut dès lors construire des estimations à court (5-10 ans), à moyen (20-50 ans) et à long terme (100 ans et plus). Il devient ainsi plus facile de savoir où intervenir pour influencer son évolution. La boucle est désormais refermée. De la population étudiée, on en est revenu aux individus qui la constituent. En passant par les enquêteurs, les sociologues, les démographes, les informaticiens, les éditeurs et les décideurs.

Pour faire court, les démographes « *domestiquent* les populations au moyen du décompte, de la mesure et de l'examen de données similaires ».[66] Ils domestiquent les populations à travers des textes publiés.[67] On retrouve ici la chaîne de questions posées par Latour : « Qu'y a-t-il derrière les textes pour les assurer ? D'autres textes qui deviennent de plus en plus techniques parce qu'ils font appels à de plus en plus d'articles. Et qu'y a-t-il derrière ces articles ? Des graphiques, des inscriptions, des étiquettes, des tableaux, des cartes, disposés en étages. Et derrière ces inscriptions ? Des instruments, de toutes tailles, de tous âges, de tous prix dont la fonction est le marquage et l'enregistrement de différentes traces ».[68] Ce qu'il nous faut retenir, c'est que le travail du démographe, s'il a un objet bien défini et un but précis, ne peut être considéré comme un travail scientifique isolé.

II. Des sciences de la population à la science politique

Le travail de démographie n'étant pas le seul à influencer la connaissance de la population, il faut élargir le champ d'action à d'autres domaines qui touchent aux sciences du nombre et de la population. Par-là, je tenterai de montrer comment la démographie peut être incluse dans la liste des sciences dites politiques.

---

66 D.W. Maynard & N.C. Schaeffer, *Op. Cit.*, p. 178.

67 « Les acteurs reconnaissent que la production d'articles est le but essentiel de leur activité. La réalisation de cet objectif nécessite une chaîne d'opérations d'écriture qui vont d'un premier résultat griffonné sur un bout de papier et communiqué avec enthousiasme aux collègues, au classement de l'article publié dans les archives du laboratoire. Les nombreux stades intermédiaires (conférences avec projections, diffusion de tirés à part, etc.) ont tous rapport, sous une forme ou une autre, avec la production littéraire. Il est donc nécessaire d'étudier avec soin les différents processus en jeu qui aboutissent à produire des articles », voir : Latour & Woolgar, *La vie…*, *Op. Cit.,* p. 68.

68 Latour, *La science en action…*, *Op. Cit.,* p. 190.

Si je me suis tant intéressé à la production des chiffres et à la connaissance de la population, c'est parce qu'il y a, à la base de ce travail, la conviction que des données précises sur l'état de la population sont nécessaires pour gouverner, pour formuler des politiques publiques. Certains ont même été jusqu'à affirmer que la statistique publique est une condition nécessaire de la démocratie et du débat éclairé, une référence indispensable pour dégager les tendances lourdes de la société.[69]

Ibn Khaldûn, le célèbre historiographe et sociologue avant la lettre, avait –en décrivant l'histoire cyclique des civilisations- déjà cru remarquer un lien entre l'évolution de la population et sa prospérité.[70] Plus récemment, l'intellectuel égyptien Gamâl Hamdân attribuait à son pays un rôle extraordinaire en termes de pouvoir, grâce à son importance démographique.[71] Enfin, il y a encore l'hyperfécondité des femmes de Gaza[72] pour nous rappeler à quel point la démographie peut être politisée, voire transformée en véritable stratégie de guerre. Le souci du poids démographique est d'autant plus important pour une communauté qui se sait et se sent minoritaire. En somme, « la démographie constitue une grille de lecture efficace du politique à toutes les échelles » conclut Françoise De Bel-Air, dans sa thèse sur la relation entre démographie et politique, appliquée à la Jordanie.[73]

Le nombre et l'âge de la population étant des caractéristiques essentielles, c'est, en effet, pour des buts de prévision et d'action qu'on a développé les sciences du nombre et de la population. La paraphrase de Vallin, *savoir pour prévoir, prévoir pour agir*, exprime bien comment la répartition dans l'espace de la population et les mouvements migratoires qui l'affectent, sont « les premières données de base sur lesquelles peuvent être fondées et anticipées les actions à entreprendre et constituent la clé de l'aménagement du territoire ».[74]

---

69 C'est le cas de Claude Gruson, un des pères fondateurs de la statistique publique française, cité par A. Desrosières, *Op. Cit.*, p. 397. Voir aussi : P. Starr, « The sociology of official statistics » in W. Alonso & P. Starr (eds.), *Op. Cit.*, p. 56.

70 Cité par Ph. Fargues, *Générations arabes...*, pp. 21-26.

71 Idem, pp. 33-35.

72 Qui, avec 8,13 enfants par femme, détiennent le record planétaire de fécondité, voir : Ph. Fargues, *Générations arabes...*, p. 208.

73 Françoise De Bel-Air, *Population, politique et politiques de population en Jordanie 1948-1998*, Paris : EHESS, 2003, p. 481. Vallin, estime que « la géopolitique a d'ailleurs été l'une des préoccupations majeures des premiers démographes ». J. Vallin, *Op. Cit.*, p. 5.

74 M. Batisse, « Préface » in I. Attane, Y. Courbage, *et al.*, *La démographie en méditerrannée. Situation et projections*, Paris : Economica, 2001, viii.

C'est dans cet esprit que sont nés les centres nationaux de la statistique.[75] D'ailleurs, à l'origine, lorsque le mot 'statistique' apparaît pour la première fois –en anglais et en allemand– il s'agit bien de données sur les Etats (*facts about states)*.

Cela conditionne nécessairement, dès le départ, la production administrative de savoir statistique. De par ses objectifs, ses procédures d'opérations, par les défis qu'elle se lance, cette discipline se trouve « dans une position originale, combinant les normes de l'univers de la science, et celles de l'Etat moderne et rationnel, centrées sur le service de l'intérêt général et l'efficacité ». Au sein de ce champ de recherche, se croisent donc les « mondes du savoir et du pouvoir, de la description et de la décision, du 'il y a' et du 'il faut' ».[76]

75 Tel l'Institut Nationale de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) en France ou l'Administration Centrale de la Statistique (ACS) au Liban.
76 A. Desrosières, *Op. Cit.*, p. 10.

DEUXIÈME PARTIE: PRATIQUES SCIENTIFIQUES DU NOMBRE AU LIBAN

Dans cette partie, je me propose de répondre aux deux questions principales que je me suis posées dans l'introduction, à savoir : Comment les démographes libanais travaillent-ils sans posséder de vue d'ensemble sur la population qu'ils étudient, du moins sans recensement ? Et comment fait-on alors pour formuler des politiques publiques ?

A. QUELQUES PARTICULARITES DU LIBAN

Une première difficulté imposée par le contexte libanais, lorsque l'on parle de la population libanaise, concerne sa définition. Qui faut-il compter ? Généralement, lors de comptages de la population, on comprend la population démographiquement comme tous les résidents du territoire. Cela voudrait dire qu'un comptage de la population libanaise dénombre tous les individus résidant sur le territoire libanais. Par conséquent, il faudrait retrouver dans ce comptage –à part les Libanais– tous les étrangers séjournant sur le territoire libanais lors du recensement. On sait qu'il y a au Liban un nombre assez important d'immigrés. Pour différentes raisons (commerce, industrie, tourisme, assistanat ménager, guerres, éducation,…) le pays a attiré, au fil des décennies, des communautés importantes d'étrangers arabes asiatiques, européens, africains et américains.

Bien que, dans certains cas, le nombre de chacune de ces communautés[77] peut être très important, il n'est pas courant de retrouver (toutes) ces communautés dans les études de la population libanaise. Cette omission, fut-elle intentionnelle ou par négligence, a des conséquences pour les individus concernés puisqu'à travers des yeux d'un fonctionnaire et d'un point de vue bureaucratique, on sait que l'enregistrement est la condition *sine qua non* de l'existence : « les personnes non comptées sont des personnes qui ne sont pas là ».[78]

77 Voir : S. Nasr, « The new social map », in Th. Hanf & N. Salam (eds.), *Op. Cit.*, pp. 143-158.
78 K. Prewitt, « Public statistics and democratic politics » in W. Alonso & P. Starr (eds.), *Op. Cit.*, p. 272.

I. Ces statistiques qui reflètent le temps

Ces états de fait arrangent certains, notamment ceux qui prétendent que la population libanaise est constituée uniquement par ces personnes qui détiennent la nationalité libanaise. Il y a, cependant, également de ce point de vue là, des difficultés, puisque tous les Libanais ne sont évidemment pas présents sur le territoire libanais au moment du comptage. En outre, depuis sa promulgation en 1924, la loi régissant l'attribution de la nationalité libanaise a fait l'objet de vives controverses.[79] Elle continue à poser problème encore, 80 ans plus tard. Par conséquent, la diaspora libanaise est généralement estimée être bien des fois supérieure à la population résidant à l'intérieur des frontières libanaises. Là encore, il existe un flou éternel sur le chiffre exact de la diaspora –qui joue, d'ailleurs, un rôle très important au Liban, pour des raisons économiques et psychologiques.[80]

Il serait toutefois erroné de présenter les choses comme si quelques groupes avaient été systématiquement exclus des comptages de la population au Liban. En effet, il n'y a pas eu beaucoup de comptages de l'entière population du territoire libanais. Le début du problème ne coïncide nullement avec l'avènement de la République libanaise, au début du XX^{e} siècle. Déjà en 1850, Henri Guys, consul de France, constatait que « ici, comme dans le reste de la Turquie, il est presque impossible d'obtenir des renseignements propres à se former une idée exacte des populations et si l'on parvient à les connaître approximativement, ce n'est qu'à la suite de longues recherches et de calculs sur des données vagues ».[81] On tentera, certes, de voir si et comment les choses ont 'bougé' depuis Guys.

---

79 Voir : R. Maktabi, « The Lebanese census of 1932 revisited. Who are the Lebanese? » in *British Journal of Middle Eastern Studies*, November 1999, vol. 26, Issue 2, pp. 219-242.

80 Le Liban considère sa diaspora (estimée selon certains entre 18 et 20 millons de personnes), comme une importante ressource économique puisqu'elle ferait parvenir annuellement 4 milliards de dollars au pays. En outre, avec une fortune cumulée, estimée à près de 40 milliards de dollars dans le monde entier, beaucoup y voient une potentialité extraordinaire pour attirer des investissements. En témoigne la tenue de la quatrième conférence internationale de la *Lebanese International Business Council* (LIBC), *Planet Lebanon*, en juillet 2004 à Beyrouth. Sur la diaspora, voir : B. Labaki, "L'émigration depuis la fin des guerres… ; B. Labaki & Kh. Abou Rjeily, *Bilan des guerres du Liban, 1975-1990*, Paris : L'Harmattan, 1993 et Albert Hourani & Nadim Shehadi (eds.), *The Lebanese in the World: A Century of Migration,* London: Centre for Lebanese Studies and I. B. Tauris, 1992. Voir aussi : Thibaut JAULIN, *L'Etat libanais et sa diaspora. Enjeux confessionels, usages politiques et dynamiques économiques*, Thèse soutenue le 19 juin 2009 à l'Université d'Aix-en-Provence.

81 Henri Guys, *Beyrouth et le Liban, Relation d'un séjour de plusieurs années dans ce pays*, 2 tomes, Paris, 1850, pp. 275-276 du premier tome.

Premièrement, historiquement, il y a eu au Liban un malentendu entre les mots population (*sukkân*), recensement (*taᶜdâd*), statistique (*'ihsâ'*) et les vocables relevant du jargon démographique. Tous ces mots –bien qu'ils aient chacun un équivalent propre en arabe- se sont mélangés, et « dans l'esprit de la grande majorité des Libanais, il n'y a pas (beaucoup) de différence entre ces mots » explique Riad Tabbarah.[82]

C'est donc sur ces « ruines historiques »[83] que le mandat français a organisé un recensement officiel en 1932. Ce comptage du nouvel Etat a été contesté à plusieurs reprises et il existe de sérieux doutes quant à la fiabilité du résultat obtenu. Non seulement y avait-il des problèmes quant à la définition et à l'application de la loi de 1924, précisant qui avait droit à la nationalité libanaise et qui pas[84], mais il y avait aussi la réticence et les hésitations des populations qui n'étaient représentées que de façon marginale dans le cadre du Petit-Liban et intégrées sans leur consentement dans celui du Grand Liban, créé en 1920. Réticence « qui se manifesta, entre autres, lors des recensements : le refus de se laisser dénombrer était un moyen d'exprimer son hostilité à cette intégration forcée ».[85] Notamment une partie non-négligeable de la population musulmane, qui voyait ce Grand-Liban d'un mauvais œil, refusa de se faire recenser.

Ensuite, ce sera le Liban indépendant qui procurera des chiffres, à travers son ministère de l'Intérieur. Des résultats qui, pourtant, ne permettent pas toujours, non plus, de tirer des conclusions convaincantes. Par exemple, les chiffres d'un dénombrement par communauté religieuse de 1943 ne furent rien de plus qu'un résultat annexe du recensement organisé par l'Office des Céréales Planifiables

82 Riad Tabbarah, dans un entretien du 17 mars 2004. Economiste de formation (et descendant d'une des 'sept grandes familles de Beyrouth'), il s'est spécialisé en démographie aux Etats-Unis. Il a ensuite rejoint les Nations Unies. Lorsqu'il est revenu au Liban, désormais établi en tant que démographe et économiste, il a été doyen de la faculté d'études de santé à la A.U.B., où il a fondé un département de démographie et de population –qui n'existe plus. En tant que démographe, il a également dirigé la division statistique de l'UNESCWA. Actuellement, il dirige comme consultant privé, un bureau de réalisation d'enquêtes et, par ce biais, il est associé à plusieurs initiatives dans le domaine de la démographie au Liban.

83 Je remercie Carla Eddé pour l'expression.

84 Voir R. Maktabi, *Op. Cit.*, pp. 2-3.

85 Y. Courbage & Ph. Fargues, *Op. Cit.*, vol. II, p. 20.

et dont le but principal était la distribution de cartes de rationnement, ce qui fait que « la population avait évidemment intérêt à sur-déclarer le nombre d'individus dans les ménages recensés ».[86]

Du coup, à part quelques estimations et hormis l'étude importante, menée en 1970, par la Direction Centrale de la Statistique (DCS), il n'y a plus eu de recensement dans le pays.[87] Cette Direction avait été créée au sein du ministère du Plan –pendant les années du président Chéhab– par le ministre Mousharrafiye.[88] Ainsi, en 1986, certains pouvaient prétendre qu'aucun recensement (confessionnel) n'avait été entrepris après 1932. Bien que tout le monde admettait, alors, que la communauté chiite avait dépassé les autres en termes de poids démographiques[89], Johnson affirmait que la politique continuait de fonctionner « selon un schéma qui supposait une majorité chrétienne ».[90]

Après les années tumultueuses des guerres, les études sur la population libanaise se sont succédées relativement vite. Tout au long de l'ultime décennie du dernier siècle, des enquêtes ont été menées dans des domaines très variés. Ces études ont permis d'avoir une idée relativement étendue de la composition de la population libanaise, bien qu'il reste beaucoup de lacunes.

---

86 Y. Courbage & Ph. Fargues, *Op. Cit.*, vol. II, p. 23.

87 Ministère du Plan (D.C.S.), *L'enquête par sondage sur la population active au Liban*, Beyrouth, 1970. Il y a eu une autre étude, en 1964, mais généralement on considère que les résultats en sont moins précis. Pour un aperçu des différentes estimations voir : Y. Courbage & Ph. Fargues, *op. cit.*, vol. II, p. 24 pour la période 1953-1970, et, pour la période 1921-2001, ᶜA. al-Qâ'î « Bahth fî al-'ihsâ' 'am fî mu'asharât qiyâs nawᶜîyat al-hayât » in LCPS, *al-'Ihsâ'ât al-watanîya wat-tanmîya fî Lubnân*, Bayrût : al-Markaz al-Lubnânî lid-dirasât, 2003, p. 60-61 ainsi que mon annexe.

88 Explique Choghig Kasparian, dans notre entretien du 10 mars 2004. Sociologue et statisticienne de formation, Choghig Kasparian est responsable des cours de statistique à la faculté des sciences humaines de l'USJ. Elle y dirige actuellement l'Observatoire Universitaire de la Réalité Socio-économique (OURSE). Avec son époux Robert Kasparian, économiste et ancien directeur-général de l'Administration Centrale de la Statistique (ACS), qui a succédé à la DCS), les Kasparian forment un duo *incontournable* de la vie statistique au Liban.

89 C'est en effet ce que semble confirmer plus récemment l'étude de Feghali que nous analyserons plus loin. Voir : K. Feghali, *at-Tawâ'if fî Lubnân : qirâ'a dîmûghrâfîya*, az-Zalqâ : Mukhtârât, 2002.

90 M. Johnson, *Class and client in Beirut : the Sunni Muslim Community and the Lebanese State 1840-1985*, London : Ithaca Press, 1986, p. 5.

Une de ces lacunes concerne la distribution géographique de la population résidente, comme l'illustre Hala Naufal.[91] Elle part du constat que le démographe a besoin de statistiques fiables, qui reflètent la réalité mais qu'il est handicapé par l'absence de recensement (HN, 2004). Pourquoi cette absence ? Naufal explique que le Liban est un pays où le pouvoir est divisé à travers des clivages confessionnels. Toutefois, elle croit qu'on peut faire un recensement sans poser de question sur la communauté religieuse. Le problème au Liban, selon elle, existe au niveau de la distribution des ressources. Un recensement montre la répartition de la population au niveau du territoire et toute planification de la distribution des ressources se base sur un recensement. Toujours selon Naufal, il est de l'intérêt des personnes actuellement au pouvoir de laisser les choses telles quelles. Ces dirigeants, vraisemblablement, ont peur de faire quoi que ce soit pour montrer la répartition effective de la population et perdre des ressources et donc des pouvoirs au niveau des différentes régions.

Il faut savoir qu'au Liban, la distribution des ressources se fait selon la répartition de la population. C'est-à-dire : là où est enregistrée la personne. Un exemple : Ghassan réside à Beyrouth mais est enregistré ailleurs, dans une localité en dehors de Beyrouth. Lorsqu'on distribue les ressources économiques (allocations, subventions, etc.), que se soit au niveau des municipalités ou autres, on le fait en se basant sur la population enregistrée. Cet enregistrement, concrètement, se fait dans la localité où est inscrit le père de Ghassan. Par ailleurs, chaque famille libanaise dispose d'un numéro d'enregistrement [ce qu'on appelle couramment le *ikhrâj* ou *bayân qayd ᶜâᶜilî*].[92] Ghassan est donc, lui aussi, inscrit sous ce numéro. Les ressources sont distribuées selon la population enregistrée mais non pas selon la population résidente. Si on prend par exemple le *muhâfaza* de Beyrouth, on constate que la population enregistrée dans ce *muhâfaza bayrût* est de très loin inférieure à sa population résidente.

---

91 Entretien du 8 mars 2004. Hala Naufal est experte en démographie, Professeure de démographie à l'UL et consultante auprès de différentes organisations internationales.

92 *Déclaration de régistration familiale*, qui reprend tous les membres de la famille au sens large. Il y a aussi le *ikhraj qayd 'ifrâdî* (déclaration de régistration personnelle) qui est un document personnel indiquant, entre autres, le *raqm sajl* (*numéro d'inscription*, attribuée à la famille par communauté et par lieu).

Par conséquent, la question du recensement au Liban pose manifestement problème au niveau de la distribution des ressources. Ainsi, en organisant un recensement, on verrait que la population résidente est complètement différente de la population enregistrée. Certaines régions verraient, par conséquent, leurs allocations, leurs budgets, diminués alors que d'autres réclameraient des hausses. Selon Naufal, la raison de l'absence du recensement est donc plutôt un problème de distribution des ressources (économiques) qu'un problème confessionnel, comme le veut le cliché.

Voilà des pratiques ordinaires, évidentes de l'intérieur, pour celle ou celui qui a grandi au Liban ou qui a été confronté à ce service particulier de l'administration civile libanaise. Elles sont pourtant ignorées de l'extérieur. La démarche ethnométhodologique, en insistant sur les pratiques, nous sert donc à découvrir ce genre de phénomènes.

Ainsi, une grande question (pourquoi n'y a-t-il pas de recensement ?) mobilise toute une série d'autres questions plus petites, centrées sur des actions. Ces questions (comment se fait la distribution des ressources ?, sur base de listes ? alors, comment fait-on ces listes ? sur base des enregistrements ?, comment se fait-on donc enregistrer ?, etc .) nous ramènent à des pratiques ordinaires et de routine. En revanche, ces pratiques (d'enregistrement et de distribution des ressources), en s'accumulant, permettent de parler de très grandes questions, telles les raisons d'absence de recensement.

II. Défaillances institutionnelles

Tout ceci ne facilite pas les travaux de démographie au Liban. La chose est davantage compliquée par le fait que l'état civil libanais, dans beaucoup de cas, est mal tenu et largement déficitaire. Un exemple, comme l'indique la doyenne de la faculté d'études de la santé à l'université américaine de Beyrouth, Huda Zurayk, est l'enregistrement des naissances qui comporte de nombreuses failles (HZ, 2004).

Or, comme elle le remarque lucidement, connaître le chiffre total de la population n'a que peu d'intérêt si celui-ci ne peut être subdivisé et réparti en caractéristiques socio-économiques et si la distribution géographique

demeure inconnue.[93] L'état civil est défectueux, aussi, par un sous-enregistrement des évènements de la vie (naissance, mariage, divorce, décès) et des événements migratoires. D'ailleurs, l'état civil libanais ne donne que très peu d'informations sur les caractéristiques de la population. Zurayk explique qu'il est organisé par le biais du *qazâ'* qui –selon sa taille- dispose d'un ou de plusieurs points d'enregistrement. Ces points sont *reliés* aux différentes localités du *qazâ'* par un administrateur local élu, le *mukhtâr* du quartier ou du village.

Outre ces difficultés techniques, il y a des contraintes institutionnelles qui viennent compliquer le travail des démographes libanais. En premier lieu, il y a les problèmes de l'éducation nationale. Comme nous l'avons indiqué, l'université libanaise est la seule à organiser un diplôme à part entière en matière de démographie. Bien qu'elle aurait pu exploiter ce monopole et en faire un centre de formation d'excellence[94], l'institut de démographie de l'UL doit travailler dans des conditions si difficiles qu'il ne peut se permettre d'avoir ni l'internet, ni la revue *Population*[95] à la bibliothèque, comme l'expliquent indépendamment Hala Naufal et Asad al-Atat. Observons un instant ce que ces obstacles peuvent signifier *in situ* et en pratique.

Hala Naufal, par exemple, enseigne les méthodes de l'analyse démographique. Ces méthodes sont conçues pour être appliquées dans un pays qui dispose d'un ensemble d'informations statistiques complet.

---

93 H. Zurayk, *Op. Cit.*, p. 28.

94 As^{c}ad al-Atât, professeur en démographie à l'UL, est expert sur les aspects démographiques de la question de l'eau au Proche-Orient et, dans cette fonction, associé comme consultant auprès de différentes institutions internationales. Dans un entretien du 25 mars 2004 il nous explique pourquoi.

W.V. : L'institut de démographie de l'UL, n'a-t-il pas tout intérêt à s'ériger en centre de formation ?

A. al-Atât : Oui, si nous parlons d'une institution ayant pour but de bien instruire les étudiants et pas une institution qui cherche à ouvrir des différentes sections afin d'offrir des heures d'enseignements aux professeurs. L'UL, ici, c'est plutôt de la création d'emplois que la création de formation d'une science dont la société et le pays ont besoin et qui permettrait de former des jeunes qui, eux, servent la société et ce pays. Or, ici, c'est l'inverse. Voilà pourquoi nous avons une section de démographie mais aucun instrument didactique pour enseigner cette science aux étudiants. On leur donne un diplôme mais pas la science.

W.V. : Comment se fait-il que l'UL est toujours la seule à proposer une formation en démographie ?

A.A. : Parce que cette section date d'avant la guerre.

95 Publication bimensuelle de référence, publiée par l'INED.

Or, le Liban étant un pays à statistiques imparfaites[96], la confrontation intervient évidemment lorsqu'il faut diriger les recherches des étudiants et qu'il faut leur apprendre à trouver des méthodes convenables pour étudier les statistiques au Liban (HN, 2004). Par conséquent, le choix des sujets de recherche est limité pour des raisons de faisabilité. Les étudiants doivent eux-mêmes collectionner les données, ce qui fait qu'ils produisent toujours des monographies.

Depuis quelques années, on a multiplié les enquêtes sur la population du Liban et on dispose donc aujourd'hui de plusieurs bases de données. Naufal encourage ses étudiants à exploiter ces données, mais, même pour leur fournir ces données il y a des problèmes. C'est-à-dire qu'il n'existe pas de système qui fournisse directement les données des ministères aux universités (et *vice versa*). Le processus de diffusion ne fonctionne pas. Ce n'est pas, pourtant, un problème de volonté. Les ministères veulent bien mettre à disposition leurs données mais n'en ont pas la capacité logistique. Les étudiants en démographie ont donc du mal à obtenir les données précises dont ils ont besoin pour mener leurs recherches.[97] Souvent, c'est un problème de forme. Les étudiants qui arrivent déjà à obtenir des informations [par exemple du ministère des Affaires sociales (MAS), qui met à disposition de tous ses données brutes (*raw-data*)], ne parviennent pas à lire et à déchiffrer les données.[98] Parfois, les étudiants ne savent pas comment utiliser les logiciels, parfois ils n'arrivent pas à retirer de la masse d'informations les données qu'il leur faut dans la forme souhaitée. Avec une formation

96 Robert Kasparian concrétise ce concept pour le Liban : « nous n'avons pas d'informations directes sur la mortalité, la natalité et les mouvements migratoires avec l'extérieur », voir : R. Kasparian, *Op. Cit.*, p. 232.

97 Naufal illustre ce problème par sa propre situation. Préparant une recherche sur les conséquences de la guerre sur la redistribution de la population, il lui faudrait des informations sur les populations déplacées. Elle a donc pris contact avec le ministère concerné. « On vous donne les données générales, mais les données spécifiques, on ne les donne pas. Par exemple, le ministère des Déplacés dispose des données dont j'ai besoin, mais il ne me les donne pas. (…) Si je n'obtiens rien du tout, je laisserai tomber les données quantitatives pour me concentrer sur le qualitatif » (HN, 2004).

98 Hala Naufal discerne un autre problème au niveau de l'enseignement de la démographie à l'UL. A la section de l'université, tous les cours sont enseignés en arabe. Or, tous les manuels de démographie sont rédigés en français. Les étudiants, eux, ont souvent appris les mathématiques et statistiques en français à l'école. Lorsqu'ils arrivent, ils doivent donc se familiariser avec des concepts en arabe. C'est une très grande difficulté, selon Hala Naufal, qui a elle-même traduit deux ouvrages de Roland Pressat en arabe. (HN, 2004).

incomplète, les chances des jeunes diplômés de trouver un bon emploi sont évidemment très limitées.[99]

B. LES PRATIQUES, REMEDES DES DEMOGRAPHES LIBANAIS

Après avoir avancé quelques facteurs qui façonnent les conditions de travail des laboratoires des démographes libanais, il faut maintenant poursuivre le raisonnement et se demander, si les conditions ne sont pas idéales, comment les démographes libanais composent avec ces circonstances difficiles et quels sont les mécanismes qu'ils ont développés pour remédier à ces obstacles. J'espère par-là formuler un début de réponse à la première de mes deux questions principales : Comment les démographes libanais travaillent-ils sans posséder de vue d'ensemble ?

I. La palette des palliatifs

Comme le système libanais de production des données statistiques et démographiques est défaillant, on a donc créé ce que Naufal appelle des palliatifs. C'est-à-dire des solutions de substitution pour remédier à l'absence d'un recensement. Courbage et Fargues[100] en distinguent plusieurs : dénombrements administratifs, évaluations perspectives fondées sur les données des exercices précédents, enquêtes par sondages (non) représentatives.

Le plus grand problème pour un démographe libanais, selon Choghig Kasparian (CK, 2004), est d'avoir une base de sondage fiable. Etant donné qu'il n'existe pas de recensement, et qu'on ne dispose pas d'informations, on constitue une base de données soi-même. C'est là que se pose le plus de problèmes et c'est ce qui explique ce que Carla Eddé appelle les « *fabulations chiffrées*, entretenues par les auteurs ».[101]

---

99 « Notre système d'éducation ne produit pas ce dont le marché a besoin » estime Riad Tabbarah ; entretien du 17 mars 2004. Voir à ce sujet : M. Bashshur, *op. cit.*, p. 175.
100 Y. Courbage & Ph. Fargues, *Op. Cit.*, vol. II, p. 24.
101 Entretien du 12 février 2004.

Afin d'obtenir des résultats qui valent pour l'entièreté de la population, il importe donc de faire des bases de sondages très larges soit des *recensements camouflés*[102]; c'est cela qui permet de contourner l'absence du recensement. « Si votre base de sondage est suffisamment large et bien faite, le recensement n'est plus nécessaire » (CK, 2004). Ainsi, son enquête de 2001 sur les jeunes[103], porte sur une base de sondage de 18 200 ménages, soit des renseignements sur 83 000 individus.

Dans les pays à statistiques développées, on ne fait pas de sondage à cette échelle parce que les populations sont proportionnellement moins hétérogènes. Or, les démographes libanais, pour obtenir des résultats qui puissent servir, sont obligés de travailler sur de grands échantillons. Une bonne échelle augmente la représentativité (CK, 2004). La constitution d'une base de données aussi large demande beaucoup de travail et de moyens. L'avantage d'une bonne base de sondage est qu'elle est relativement durable : une fois que l'on a constitué une base de sondage assez solide, il suffit de la mettre à jour avant de commencer l'enquête.

Pour son enquête sur les jeunes et l'émigration, « l'ACS ne pouvant pas mettre à disposition de l'université sa base de sondage »[104], l'équipe dirigée par Choghig Kasparian a construit une base de sondage de 1/50ème. « Pour la première fois au Liban, une base de sondage a été établie à partir d'images satellites et de photos aériennes, en tenant compte des divisions administratives libanaises : *muhâfaza*, *qazâ'*, circonscriptions foncières (la plus petite unité administrative). Ces données ont été complétées par tous les documents disponibles : cartes

102 Dixit Boutros Labaki, dans un entretien du 15 mars 2004. Docteur en sciences économiques, ancien vice-président du Conseil de Développement et de Reconstruction (CDR), Boutros Labaki est aussi ingénieur civil de formation. En tant que professeur de sociologie économique du Moyen-Orient (principalement à l'UL), il a publié sur diverses questions de développement. Il souligne ne pas être démographe.

103 Ch. Kasparian, *L'entrée des jeunes libanais dans la vie active et l'émigration. Enquête réalisée par l'Université Saint-Joseph*, 3 volumes, Beyrouth : Presses de l'Université Saint-Joseph, 2003.

104 « La particularité de la situation libanaise, c'est en effet que ce travail ne se fait pas par l'ACS. Il n'est pas normal que l'université ne puisse pas obtenir de l'ACS une base de sondage, même contre paiement ». (CK, 2004).

topographiques, cartes à main levée datant de 10 ans, cartes cadastrales, plans détaillés, etc. En tout, nous avons ainsi passé six mois à préparer le travail avant de lancer l'enquête même ».[105]

A travers ces propos, on pourrait croire que les bases de sondages suffisamment larges représentent la panacée. Ce serait évidemment trop beau. Il reste évidemment bien des obstacles à passer lors d'une enquête. Comme, par exemple, le recrutement des enquêteurs.

Mais l'obstacle majeur, c'est la quête des financements. Dans le cas de son enquête, c'est le conseil de recherche de l'Université St-Joseph (USJ) qui l'a financé entièrement (500 000 $) parce qu'un cofinancement s'est avéré introuvable[106], « bien qu'on ait beaucoup cherché et bien que ce genre d'informations soit très recherché, comme en témoigne la demande qui a suivi l'enquête »[107] (CK, 2004).

Outre les échantillons très larges, il existe des méthodes non conventionnelles pour les pays à statistique imparfaite. Ces techniques consistent en des tests pour repérer d'abord les défaillances de statistiques existantes. Ensuite, dans un deuxième temps, elles proposent des calculs qui aident à corriger et ajuster ces défaillances. Notamment, l'ONU a consacré beaucoup d'attention à ces méthodes lorsqu'elles se

---

105 Les informations de ce paragraphe proviennent de l'entretien (CK, 2004) et ont été complétées par : C. Kasparian, *op. cit.*, vol. I : la population libanaise et ses caractéristiques, p. 14.

106 Choghig Kasparian explique pourquoi dans notre entretien du 10 mars 2004 :
W.V. : Pourquoi pas de cofinancement ?
C.K. : Parce qu'il faut du réseau et que l'on veut privilégier l'ACS, ce qui est normal aussi. Pourtant, dans un pays où l'administration fonctionne plus ou moins bien, les universités peuvent avoir un rôle à jouer de temps en temps. Je ne dis pas des entreprises privées à but lucratif. Mais des centres de recherches pourraient compléter ce que l'administration n'arrive pas à faire. Voilà donc ce que je trouve être personnellement les grandes difficultés : financements et bases de sondage fiables. Nous n'avons pas de difficultés techniques de compétences ; lorsque nous avons un problème on peut faire appel à des institutions en France (telles que l'INED, le CEREQ ou l'INSEE) avec lesquelles nous sommes en relation très étroite.

107 On observe ici un phénomène décrit par Latour en ces termes : « Nos chercheurs disposent d'un moyen beaucoup plus subtil que l'argent pour rendre compte du succès ou simplement d'en mesurer les retours. (…) Le signe d'un investissement réussi pour un chercheur peut être par exemple le nombre de coups de téléphone reçus, le fait que ses articles soient acceptés, l'intérêt dont d'autres font preuve pour son travail, le fait qu'on le croit plus facilement et qu'on l'écoute plus attentivement », voir : Latour & Woolgar, *La vie…*, p. 218.

sont développées ; principalement à partir des années 1970.[108] Or, ces méthodes n'ont pas beaucoup évolué depuis et finalement, personne n'utilise encore ces méthodes actuellement (HN, 2004). Aujourd'hui, les démographes adoptent d'autres techniques pour corriger les statistiques. Ils préfèrent extraire des indicateurs de statistiques existantes, même si ces indicateurs ne reflètent pas tout à fait la réalité et même si ces statistiques sont plus ou moins inexactes. C'est que les démographes considèrent qu'avec l'expérience qu'ils ont acquise, ils sont mieux en mesure d'analyser la réalité qu'à l'aide de ces recettes toutes prêtes que présentent les méthodes non conventionnelles, désespérément dépassées.

Un autre exemple (AA, 2004) d'une méthode non conventionnelle, pour résoudre le problème de sous-déclarations d'enfants (nés) (en bas âge), par exemple, consiste à poser deux questions, légèrement différentes pour connaître et vérifier une seule caractéristique. Ainsi, les questions « combien d'enfants avez-vous eu jusqu'à maintenant ? » et : « combien d'enfants avez-vous eu pendant les 12 derniers mois ? » montrent parfois des déclarations incohérentes ou contradictoires.

Puisque l'organisation d'enquêtes et d'études à l'échelle d'une population est généralement (très) coûteuse, les démographes (libanais) se voient souvent contraints de composer avec des organisations qui ont le même but qu'eux, même si c'est dans une forme quelque peu différente. On voit réapparaître ici les alliances dont parle Latour et que j'ai essayé d'expliquer plus haut.

Au Liban, ces alliés prennent souvent la forme d'organisations internationales. Celles-ci, bien représentées à Beyrouth, disposent non seulement d'un savoir-faire à grande échelle mais bénéficient aussi des moyens financiers qui font rêver les démographes, débordant de projets de recherche mais lamentablement en manque de ressources.

---

108 Notamment les travaux de William Brass sont connus. Voir, à titre d'exemple : W. Brass, *Methods for estimating fertility and mortality from limited and defective data. Based on the seminars held 16-24 september 1971 at the Centro Latinoamericano de Demografia (CELADE) San José, Costa Rica*, Chapel Hill (N.C.): University of North Carolina Press, s.d. Voir aussi: G. Wunsch, *Techniques d'analyse des données démographiques déficientes*, Liège : Ordina, 1984.

On touche ici à un point important puisque tous les professionnels de la démographie que j'ai pu visiter se livrent à ce jeu d'alliance. Parfois, les intérêts des entreprises privées et ceux des démographes peuvent en effet converger, voir coïncider. Si tous nous affirment ne pas être démographes, ils se précipitent à faire remarquer qu'ils participent à des projets en collaboration avec des institutions qui ne sont plus purement scientifiques (qu'il s'agisse d'organisations (non) gouvernementales ou privées). Evidemment, les entreprises ont besoin d'informations (statistiques, entre autres) qu'elles ne trouvent pas facilement. Au fur et à mesure que scientifiques et non-scientifiques se lient, un réseau s'étend. Un exemple : lorsqu'une entreprise veut lancer un nouveau produit (serviettes hygiéniques, par exemple), les infos fournies par les autorités concernant le public visé peuvent ne pas lui paraître suffisamment fiables (AQ, 2004).[109] Cette entreprise sollicitera alors l'aide d'un consultant en démographie ou en sociologie du Liban.

Mis à part les bases de sondages très larges, les méthodes non conventionnelles et les alliances, il existe encore d'autres moyens –plus humains- pour résoudre ou contourner le manque de données. Il s'agit de ce que Lynch, en s'appuyant sur C. Lévi-Strauss, appelle des *bricolages*.[110] C'est-à-dire : rassembler des informations de tout genre pour en faire un ensemble plus ou moins solide.

Les bons démographes savent développer des moyens pour connaître la population, même si aucune information démographique ou statistique n'existe. Selon Tabbarah (RT, 2004), le travail du démographe, n'est pas de réclamer ces données-ci et celles-là. « Les bons démographes, ce sont eux qui font du bon travail avec ce qu'ils ont ». S'il n'a aucune donnée, rien du tout, il va compter les populations dans les écoles. Combien d'élèves y a-t-il par classe ?, Combien de filles ?, Combien de garçons ? Il interrogera les élèves sur le nombre de frères et de sœurs qu'ils ont. A la fin d'une petite enquête, il sera déjà en mesure de répondre aux questions dans des marges relativement étroites.

---

109 °Abdo al-Qâ'î est sociologue et démographe de formation et professeur de démographie à l'Université Notre-Dame de Louaizé. Il dirige la société privée REACH-MASS, qui fait des enquêtes sur mesure (entretien avec l'auteur du 18 février 2004).

110 M. Lynch, *Scientific practice…Op. Cit.*, p.150.

« Si vous savez qu'il y a entre 5 et 7 millions d'habitants, par exemple, c'est déjà bien ; ce n'est pas 15 millions ».

Bricoler, c'est bien ce que faisaient Courbage et Fargues lorsqu'ils étudiaient la population libanaise au début des années 1970. Ne disent-ils pas qu'à cette époque, « le niveau et la structure de la mortalité au Liban restent inconnus. Cependant, le niveau socio-économique du pays permettait, par analogie avec des pays de niveau comparable dont on connaît la mortalité, d'en avoir une indication sommaire. Cette indication était bien suffisante pour choisir dans le *réseau* des tables-types de mortalités calculées par les Nations Unies, un niveau autorisant des calculs connexes, notamment des projections de populations, avec une précision suffisante » ?[111]

On peut voir aussi comme un exemple de bricolage, mais plus étendu dans l'espace, l'activation du réseau de contacts personnels du démographe (collègues, amis, famille, connaissances bien placées, *wâsta*) qui permet souvent de pallier le manque de données et de retirer les informations à ceux qui les détiennent. Ainsi, Boutros Labaki affirme avoir obtenu des informations sur les communautés libanaises à l'étranger directement des ambassadeurs en poste dans la capitale en question.[112]

Enfin, Kamal Feghali, dans sa *lecture démographique des communautés au Liban*[113], travaille sur base de listes électorales pour connaitre l'évolution des différentes communautés libanaises. Ces listes, qui précisent systématiquement l'appartenance confessionnelle, lui permettent de prédire que dans vingt ans, trois-quarts de la population libanaise sera, selon lui, composé de musulmans. Il est intéressant de relever que l'évolution de l'électorat par division religieuse (chrétiens-

111 Y. Courbage & Ph. Fargues, *Op. Cit.*, vol. I, p. 9.Cela rejoint donc la technique des méthodes nonconventionnelles. Nous avons vu qu'aujourd'hui, les spécialistes préfèrent extraire les données directement des statistiques existantes.

112 Entretien avec Boutros Labaki du 15 mars 2004. Lors d'un autre passage il adapte une autre technique pour avoir une idée de l'émigration : « Le solde des mouvements, soit la différence entre le nombre de citoyens libanais sorties du et entrées au Liban, constitue toutefois l'indicateur le plus fiable du nombre annuel d'émigrés. En effet, ces données sont relevées systématiquement par la Direction de la Sûreté Générale, ce qui permet d'établir des comparaisons et de dégager un *trend* », voir : B. Labaki, « L'émigration depuis…, p. 87.

113 En référence à son ouvrage, K. Feghali, *Op. Cit.*

musulmans) indique clairement une tendance presque parfaitement opposée. Graphiquement[114], l'électorat chrétien, étant plus âgé, croise au milieu la courbe l'électorat musulman, composé d'électeurs plus jeunes.

II. Initiatives récentes : un changement de mentalité en vue ?

Psychologiquement, les dirigeants politiques libanais ont progressé considérablement en matière de statistique. « On a pas mal avancé : d'un tabou vers –au moins une tentative de- système statistique. Bien sûr, il y a toujours une certaine peur, l'ancienne mentalité a laissé ses traces, mais aujourd'hui, nous sommes bien plus loin qu'il y a quelques décennies » (RT, 2004). Un des obstacles majeurs qui demeure est de trouver, à chaque fois, les fonds et les budgets nécessaires. Pour Tabbarah, il faudrait que l'importance de la production de statistiques fiables et régulières s'inscrive dans la tête des gens et que ce soit inscrit, automatiquement, dans le budget annuel du gouvernement.

En effet, déjà en 1961, un avant-projet préparé par l'IRFED insista sur la nécessité d'établir « un réseau de statistiques bien organisé et bien dirigé ».[115] Cependant, il a fallu attendre plus de trente ans encore (et la fin de la guerre, bien sûr) avant que le gouvernement ne joigne l'acte à la parole. La manifestation la plus claire de l'importance qu'attache le gouvernement à la production statistique, c'est bien le rétablissement –de nom en 1979 mais de fait en 1993- d'une administration à cet effet. Elle y attache tant d'importance qu'elle a rattaché la nouvelle Administration Centrale de la Statistique (ACS)[116] à la Présidence du Conseil des Ministres, c'est-à-dire sous le contrôle politique du Premier ministre –ce qui n'a pas tardé à causer des tensions ailleurs.[117]

---

114 Voir la graphique : K. Feghali, *Op. Cit.*, p. 25.

115 Y. Courbage & Ph. Fargues, *Op. Cit.*, vol. II, p. 117.

116 Outre le site internet (http://www.cas.gov.lb), je me suis basé, pour comprendre la naissance historique de l'ACS, sur les entretiens suivant : CK, 2004, RT, 2004 et BL, 2004. Plus loin, je reviendrai sur cette histoire mouvementée. Voir aussi : S. Nasr, *Op. Cit.*, p. 15.

117 Voir, à cet égard, l'article révélateur de J. Jalkh, « La peur des chiffres : une pathologie endémique. Parution d'un ouvrage sur les statistiques nationales au Liban » in *L'Orient le Jour* du 12 décembre 2003.

En effet, sur son site, l'ACS se présente comme le successeur du Directorat Central des Statistiques, créé au sein du ministère du plan en 1959. Toutes les activités de cette direction étant gelées entre 1975 et 1979 (date à laquelle le ministère du plan fut dissous) c'est le décret de loi n° 1793, promulgué le 22 février 1979, qui définit, dorénavant, les fonctions et le rôle de l'ACS. Osseiran estime que les Libanais devraient considérer les statistiques nationales « comme une richesse, comme les autres ressources de la société ».[118]

Il est vrai que ces propos semblent témoigner d'un changement de mentalité. Ceci dit, Najwa Yaacoub, statisticienne de cadre à l'ACS, met en doute un tel changement de mentalité (NY, 2004). Si la mentalité des politiciens a tellement changé « pourquoi alors ne nous donnent-ils pas plus d'effectifs ? » demande-t-elle presqu'indignée ? Selon Yaacoub, le problème numéro un de l'ACS, est très clairement les ressources humaines. « Nous fonctionnons avec 85 personnes alors que la loi en prévoit 256 ». De surcroit, l'ACS perd constamment des gens qualifiés alors qu'il y a un blocage au niveau des nouveaux recrutements. « Nos budgets sont largement insuffisants » explique Yaacoub (NY, 2004). Selon elle, il y a un grand manque de culture statistique chez les gens et les décideurs. Les premiers sont méfiants de l'Etat alors que les derniers ne mettent pas les moyens nécessaires pour fonctionner convenablement.

Ces notes critiques n'empêchent pas que les secteurs de la statistique et de la démographie au Liban semblent bien être en mouvement. Quelques grandes initiatives (General Data Dissemination System (GDDS)[119] par exemple), des publications[120], conférences et enquêtes ont mis des projets en route et il faut espérer qu'ils aboutissent.

---

118 Fâdî ᶜOssayrân, « Nahwa siyâsa lin-nashr al-maᶜlûmât al-watanîya » in LCPS, *Op. Cit.*, p. 300.

119 Voir la présentation qu'en fait son coordinateur national, Naser Saᶜîdî. : N. Saᶜîdî, « Lubnân wa n-nizâm al-ᶜâm li n-nashr al-bayanât » in LCPS, *Op. Cit.*, p.71-116. Voir : www.bdliban.com/observance/GDDS/GDDSLebanon.htm

120 LCPS, *Op. Cit.,* dont j'ai déjà cité quelques contributions. Je remercie vivement Rania Safar de me l'avoir présenté. Voir en particulier les contributions de M. Tutélian-Ghaidanian et de I. Marouni.

C. DESCRIPTION D'UN CAS. LA GENESE D'UNE ENQUETE

L'appareil statistique libanais n'étant pas optimal, comment fait-on pour formuler des politiques publiques ? La réponse à cette question peut être courte et formelle. Ainsi, selon Abdo al-Qa^{c}i, on ne fait tout simplement pas de politiques publiques au Liban. Les politiciens au pouvoir ne font que vendre le Liban sur le marché international. Pour lui, cette question ne peut être qu'une plaisanterie puisque tout le monde sait qu'il n'est pas question de politiques publiques sérieuses, au Liban (AQ, 2004).

Personnellement, je préfère adopter une attitude moins cynique pour aborder la question, même si elle témoigne de naïveté. Lorsqu'on demande aux démographes quel est leur public de destination, on recueille un public relativement large, composé d'étudiants, des économistes, des sociologues, des financiers, des intellectuels. Une catégorie de personnes revient systématiquement : les décideurs, les hauts fonctionnaires et les dirigeants politiques. Même Abdo Qa'i doit admettre qu'il publie pour les « membres de la société politique, décideurs, penseurs » (AQ, 2004).

Dans cette dernière partie, je voudrais donc me concentrer sur la formulation des politiques publiques au Liban en observant comment une administration s'y prend pour formuler une politique publique.

Multiple Purpose Survey

Suivons le comité de fonctionnaires affecté à la tâche, c'est-à-dire l'équipe qui dirige *L'enquête à objectifs multiples* (dorénavant MPS, de l'anglais : *Multiple Purpose Survey*) devant aboutir à la mise en place d'une politique endiguant la pauvreté au Liban.

Deux enquêtes, menées séparément et toutes les deux financées par l'ONU forment le prélude direct pour l'organisation du MPS. Il s'agit d'une part de l'*Enquête sur la Population et le Logement*, menée par le MAS (1996)[121] et d'autre part de l'*Enquête*

121 *Enquête sur la Population et le Logement*, qui a, d'ailleurs, fait l'objet d'une publication en six volumes. MAS & FNUAP, *Barnâmaj al-'istrâtijîya as-sukkânîya wat-tanmawîya. Ad-dirâsât at-tahlîlîya lin-natâ'ij masah al-mu^{c}tayât al-'ihsâ'îya lis-sukkân wal-masâkin*, 6 vols., Bayrût, 2000.

sur les conditions de vie des ménages, menée par l'ACS (1997). Situation intéressante donc pour les fonctionnaires du comité en question, qui peuvent recouper les résultats dont ils disposent. Seul inconvénient, bien que ces enquêtes aient été organisées au cours d'une même année, elles présentent des estimations très contradictoires de la population libanaise. L'enquête, préparée par le MAS, en 1996, estime la population à 3,090 695 millions alors que celle réalisée par l'ACS, en 1997, compte 4,005 000 millions d'individus, soit une différence qui avoisine le million.

Le contexte permet –en partie– d'expliquer cette divergence. Suite à la remise sur pied de l'ACS, le projet *Population and Housing Survey* (PHS) de 1996 dont l'administration fut accordée au ministère des Affaires Sociales (MAS), et soutenu financièrement par le FNUAP, se trouve soudainement concurrencé. Il entre alors en rivalité avec l'initiative gérée par l'ACS. Une certaine tension se développe entre les deux initiatives et entre les institutions impliquées ; selon Labaki parce que les gens qui s'occupaient de l'affaire au ministère étaient plus forts politiquement que l'ACS, à peine réinstallée (BL, 2004).

Quoi qu'il en soit, un an après la fin de l'enquête sur la Population et le Logement en 1996, il y a eu, en 1997 donc, l'enquête de l'ACS sur les *Conditions de vie des ménages*. Aussitôt les résultats publiés, l'ONU –ayant financé les deux enquêtes– se trouvait dans l'embarras. Ne sachant plus à qui se fier, elle voulait savoir quelle était la cause de cette divergence spectaculaire. A ce moment- là, ils ont demandé à l'ACS et le MAS de jouer cartes sur table et ils ont fait appel à Tabbarah[122] pour « juger » (RT, 2004). Tabbarah a donc pu regarder à la fois les chiffres et la méthodologie des deux parties.

Ce dernier pense avoir pu dégager quelques failles qui expliquent cette différence.[123] Premièrement, l'ACS comptait plus d'étrangers que le MAS et l'enquête fut réalisée un an plus tard. Si l'on décompte tout

122 Tabbarah, ayant pendant longtemps travaillé pour l'ONU et étant démographe lui-même semblait être fait pour la tâche.

123 Voir aussi : M. Faour, P.C. Saxena, H. Naufal & A. Farah, « Demographic Estimates and Projections » in R. Tabbarah & M. Deeb, *The Population of Lebanon*, (publication bilingue en arabe et en anglais), vol. 2 in MAS & FNUAP, *Barnâmaj…*, pp. 6-39 où l'on retrouve systématiquement les points de divergence, notamment aux pages 8-10.

cela (i.e.: les étrangers et un an de croissance démographique), il reste encore une différence de 20%, ce qui équivaut à 600 000 personnes (RT, 2004).

Cet écart, pense-t-il, découle de la méthode. L'ACS et ses enquêteurs ont recensé les logements et les ont classé en maisons principales et secondaires, mais ils ont éliminé les maisons secondaires de l'échantillon. Ensuite, ils ont tiré un échantillon de ces maisons principales qu'ils ont, après, multiplié par le nombre de maisons principales pour obtenir le nombre total.

Or, « au Liban –comme dans nulle autre pays que je connaisse, il se fait qu'une bonne partie de la population, 20% environ, ont deux maisons principales » (RT, 2004). Contrairement aux sociétés occidentales, les familles libanaises sont souvent nombreuses.[124] Ainsi, par exemple, il se peut que la mère, avec ses trois filles, demeure dans le sud du Liban pendant que le père, avec ses deux fils, vit à Beyrouth pour y travailler. Et donc, lorsqu'on va demander au père : Est-ce que cette maison est occupée pendant toute l'année ?, il répondra affirmativement. Lorsque l'on pose la même question à la mère, dans le sud du pays, elle dira, elle aussi, que : oui, la maison est occupée toute l'année durant. Ensuite, enchaîne Tabbarah, « quand on pose la question à ce type : Combien d'enfants avez-vous ? Il répondra : 5 » (RT, 2004). Toujours selon la logique de l'ACS, il faut multiplier par deux, puisqu'il y a deux maisons principales... Or, on voit bien à quel point ce comptage est erroné.

Labaki, de son côté, confirme que l'ACS a fait un recensement des logements sur le terrain, pour ensuite tirer un échantillon à partir des informations obtenues (BL, 2004). Le dénombrement qui s'en est suivi a été critiqué par l'autre clan, « les intellectuels étant comme des tribus » en disant qu'ils ont compté des gens deux fois. Le problème, selon Labaki, est que l'enquête n'a pas été menée partout en même temps. « Ils sont passés en été à Baalbek et en hiver dans la banlieue sud de Beyrouth ».

124 Bien qu'il ne faille pas exagérer ce cliché et le mythe de la prolificité musulmane ou arabe, comme le démontre Ph. Fargues, *Générations arabes... Op. Cit.*

La construction de l'enquête menée par l'ACS peut elle aussi être questionnée puisque, selon Labaki, la base de sondage du MAS n'est pas solide non plus. Marwan Houri[125], le directeur technique de l'enquête menée par le MAS, admet que le plus grand problème était, en effet, le fait qu'il n'y avait pas de base de sondage et qu'on « devait donc en construire une » (MH, 2004). Il ajoute que le MAS payait les enquêteurs par 'tâche', i.e. par questionnaire rempli. Nous apprenons, par ailleurs, que la base de sondage était composée à partir de trois sources : « des informations récoltées par le CDR en 1991, les statistiques compilées par la Fondation Hariri en 1988 [listes de distribution de vivres envoyés par le roi Fahd d'Arabie Saoudite et distribué dans les ménages] et une étude de la ville de Beyrouth effectuée par l'université américaine ».[126]

On ne peut que conclure que, de ces deux enquêtes, aucune n'est vraiment satisfaisante. La méthode suivie par l'ACS pose problème alors que la base de sondage utilisée par le MAS suscite des doutes. Comme le montre notre regard ethnométhodologique, centrée sur les pratiques *ad hoc* qui ont accompagné la construction de ces enquêtes, il y a matière à discussion. Cette discussion, tout au long des entretiens, apparaît clairement comme une appartenance à un camp. Soit on choisit le camp de l'ACS, soit celui du MAS.

Mais qu'est-ce qui permet d'expliquer le choix si catégorique des uns et des autres ? Tous nos interlocuteurs affirment que l'appartenance communautaire[127] ne joue que très peu. En revanche, ce qui joue beaucoup plus, c'est que le MAS doit justifier le grand budget que l'ONU lui avait attribué. Ainsi, les démographes défendent généralement le MAS parce qu'ils ont collaboré à cette enquête et pas à celle de l'ACS, précise Labaki (BL, 2004). L'ACS, en effet, a son propre personnel (parmi lequel on compte peu de démographes) pour effectuer ses propres enquêtes. A cette explication il faut ajouter à cela la remarque

125 Statisticien et professeur à l'UL depuis 1979, Marwan est fait parti des hauts-fonctionnaires du MAS. Il a été le directeur technique de ce qu'il appelle « la plus grande enquête au Liban », en référence à la taille énorme de son échantillon, 65 000 ménages, et de son budget de 1 300 000 US $.

126 R. Tabbarah « Introduction » in R. Tabbarah & M. Deeb, *Op. Cit.*, p. 8.

127 Le MAS est dirigé par un chiite l'ACS est sous contrôle sunnite. Cela montre, une fois de plus, comment l'explication en termes de domination politique a du mal à bien décrire la réalité.

du juriste, car une loi prévoit que seule l'ACS peut produire des statistiques.[128] Or, tel n'était pas encore le cas de l'enquête de 1996.

Nous voyons donc, comment, d'abord l'organisation et ensuite la justification de deux enquêtes sur la situation de la population libanaise, sont devenues l'enjeu d'un âpre débat (certains diraient même combat) entre des administrations et des institutions.

Afin de poursuivre la lutte contre la pauvreté et pour apaiser quelque peu les tensions, un nouveau projet de grande envergure est mis en place. Ces facteurs, ainsi que la disponibilité de l'ONU à soutenir – une fois encore– une initiative de taille ont produit le momentum nécessaire pour organiser une nouvelle enquête.

Ce nouveau projet, le MPS, s'inscrit donc dans un cadre plus large, lancé conjointement, à partir de 1999, par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Ministère des Affaires Sociales et l'ACS et vise explicitement la réduction de la pauvreté au Liban.[129] Il comporte deux volets : le premier est le *Multiple Purpose Survey* (sur 16 000 ménages), le deuxième le *Pan Arab Project for Family Health*[130] (sur 6 000 ménages).

Le MPS constitue donc une première puisqu'il incarne la collaboration et la prise de conscience de la part du milieu des dirigeants. Cette collaboration reconnaît aussi implicitement les points forts et faibles des uns et des autres puisque dans ce projet, c'est le ministère des Affaires Sociales et le PNUD qui exécutent l'enquête et mènent l'analyse des résultats tandis que l'ACS gère le terrain.

Concrètement, la durée du projet est estimée à trente mois, en trois phases. La première, qui durera huit mois, consiste en la préparation

---

128 Voir le décret loi n° 1793 promulguée le 22 février 1979, accessible par le site web de l'ACS : http://www.cas.gov.lb

129 Le projet s'intitule officiellement : *Capacity Building for Poverty Reduction*. Voir : MAS, *Multiple Purpose Survey*, (présentation non publiée et non datée –mais rédigée en 2001), 5 pages.

130 Ce projet sera par ailleurs mené en partenariat avec l'enquête PAPFAM (Pan Arab Project for Family Health), menée dans seize pays arabes et initiées par différentes organisations internationales et arabes parmi lesquelles la Ligue Arabe, ESCWA, AGFUND, FNUAP, OMS, UNICEF, etc. Voir : http://www.papfam.org.

de la fiche technique, l'exécution d'une enquête pilote, l'analyse et l'adaptation du questionnaire, la formation des enquêteurs et la promotion de l'enquête. L'exécution de l'enquête sur le terrain, « qui a débuté en février 2004 » (NY, 2004), la production d'un rapport 'mi-chemin' et le nettoyage, ainsi que la saisie informatique des données constituent la deuxième phase, qui ira du 9e mois au 22e mois. Enfin, les sept derniers mois serviront, dans un troisième temps, à l'analyse des données, la production et la publication du rapport final.

Deux questionnaires différents seront utilisés. Un premier, pour l'entièreté de l'échantillon, visera à obtenir des indicateurs socio-économiques. Un second questionnaire et un journal des dépenses et revenus des ménages, tenu minutieusement et quotidiennement, sera présenté à 8000 ménages, pendant deux semaines. A l'issue de l'enquête, ces informations devraient permettre de définir les *nécessités de bases insatisfaites* (NBI) au niveau national, des mohafazat et des qaza's, un standard de pauvreté et de combiner ce standard et les NBI au niveau national et des *muhâfazât*.

Ce mémoire ayant été rédigé avant la fin de l'enquête, il est impossible de juger ici de son succès. Les résultats sont néanmoins publiés et désormais disponible en ligne.[131] L'enquête a fixé le nombre de résidents au Liban en 2004 à 3 755 034.

131 http://www.undp.org.lb/programme/propoor/poverty/statisticalfactsheets/multipurposesurvey.cfm

EN GUISE DE CONCLUSION

Si ce chiffre a le mérite d'être clair, ce n'est pas là le but de la description que j'ai faite de la genèse de cette enquête. Par cette présentation relativement détaillée des facteurs et des circonstances qui ont mené un comité de fonctionnaires à la mettre en œuvre, j'ai voulu démontrer plusieurs choses.

Premièrement, le MPS, me semble-t-il, présente un exemple type de ce que nous avons dit au niveau théorique. Il montre notamment comment les énoncés (les différentes enquêtes successives) s'influencent les uns les autres tout en stabilisant ainsi lentement les faits. Il illustre bien qu'avant de pouvoir parler de 'données', il faut organiser, chercher, rassembler, bricoler et construire des résultats. Ainsi, on retrouve une des leçons principales de la démarche latourienne et qui dit « l'activité scientifique ne porte pas 'sur la nature', c'est une lutte acharnée pour construire la réalité ».[132]

Deuxièmement, la description montre bien comment, à cet effet, on utilise volontiers l'aide d'autres groupes qui sont intéressés par les mêmes phénomènes ou presque. La collaboration entre l'ACS, le MAS et le PNUD est ainsi une belle illustration des alliances dont parle Latour. Parfois même, ces alliances permettent que des institutions autrefois rivales, s'associent pour obtenir un résultat recherché.

Troisièmement, en suivant la genèse du MPS, nous sommes témoins de la stabilisation d'un fait et de la fermeture d'une boîte noire. On s'aperçoit comment la réalité, dans ce cas-ci, est celle du nombre exact de la population.

Quatrièmement, ce récit est en mesure de montrer comment s'étend un réseau à travers les frontières des disciplines, d'institutions et d'enquêtes. L'extension de la connaissance d'une population, va former un réseau qui inclut à la fois des fonctionnaires et des démographes.

132 Latour & Woolgar, *La vie…*, *Op. Cit.,* p. 262.

Dernièrement, à travers cette description, j'ai cherché, comme je me l'étais proposé au début de cette section, non seulement de répondre à la question : Comment les démographes libanais font-ils pour travailler en l'absence de recensement? Mais aussi d'illustrer comment ces démographes libanais peuvent mettre leur connaissance à disposition de ceux qui formulent ces politiques publiques.

Ainsi, dans cette recherche j'ai essayé d'explorer les limites d'une démographie sans recensement. Je me suis aperçu qu'elle pose moins de problèmes qu'on ne le pense. Le Liban, avec son savoir-vivre –aussi en matière de démographie– en est un bon exemple puisque l'on a pu observer comment l'absence du recensement n'empêche pas une bonne connaissance de la population et de possibilités de planification. Une démographie sans recensement est donc loin d'être impossible. Une démographie sans démographes, en revanche, paraît plus difficile, mais tel n'est, clairement, pas le cas au Liban.

Sélection d'ouvrages

Baudouin DUPRET & Jean-Noël FERRIÉ, "L'idée d'une science sociale et sa relation à la science politique" in *Revue Française de Science Politique,* 2010, Vol 60, Nr 6, pp.1159-1172.

Muhammad A. FAOUR, "Religion, Demography, and Politics in Lebanon" in *Middle Eastern Studies*, Vol.43, No.6, 2007, pp. 909-921.

Mark FARHA, "Demography and Democracy in Lebanon" in *Mideast Monitor*, Vol. 3, No.1 (Jan – Mar 2008) [en ligne]

Thibaut JAULIN, "Démographie et politique au Liban sous le Mandat. Les émigrés, les ratios confessionnels et la fabrique du Pacte national" in *Histoire & Mesure*, 2009, XXIV-1, pp. 189-210.

Ministry of Social Affairs, Central Administration for Statistics & United Nations Development Programme, *The National Survey of Living Conditions of Households, 2004*, Beirut, 2006.

The ECONOMIST, *Counting people: census sensitivity*, 19 December 2007.

Guillaume WUNSCH, "Theories, models and knowledge: the logic of demographic discovery" in *Genus*, 65, 2009, pp. 145-163.